

**POUR FONDER
LE PARTI COMMUNISTE DE FRANCE :**

**CERNER ET SURMONTER
LES DIVERGENCES
DANS LE MOUVEMENT COMMUNISTE
EN FRANCE**



Union des Révolutionnaires Communistes
De France
Construction du Parti

UR  **CF**

POUR FONDER LE PARTI COMMUNISTE DE FRANCE:

CERNER ET SURMONTER LES DIVERGENCES DANS LE MOUVEMENT COMMUNISTE EN FRANCE

En comparaison avec d'autres pays occidentaux, la France est le pays qui accuse le plus grand retard dans la construction d'un véritable Parti communiste, après le passage à la social-démocratie du PCF.

On assiste au contraire à la multiplicité des groupes communistes, récemment même une structure créée pour «L'unité des forces communistes» s'est fondée en organisation supplémentaire.

Quelles sont les causes de cette division aggravée et même solidifiée?

Pour l'URCF, le contenu des divergences repose sur les différences tactiques et stratégiques avec la persistance de l'ancrage dans une étape préalable pour poser la question du socialisme à caractère «national» ou «antilibéral» et dans l'attitude par rapport au PCF.

Divergences qui de plus ne peuvent être discutées ni a fortiori corrigées puisque n'existe aucun dialogue durable entre organisations communistes. La conception de beaucoup est «*je lance un appel*» ... et les autres devront se rallier.

On croit ainsi servir l'hégémonie de son groupe mais la véritable hégémonie repose sur la dimension politique pas sur des attitudes bureaucratiques!

Lors du meeting unitaire célébrant le 90^{ème} anniversaire du Congrès de Tours (2010) «à l'appel du PRCF», l'URCF avait avancé une proposition centrale pour concourir à «L'unité des communistes», former un «bloc rouge des organisations communistes» articulé entre partenaires égaux autour de deux axes:

- travailler à l'unité d'action, au «frapper ensemble» contre la politique d'austérité des gouvernements de droite ou sociaux-démocrates, contre l'UE impérialiste, l'OTAN et la politique de guerre de l'impérialisme français,
- travailler lors de réunions communes à cerner les convergences et divergences tactiques et stratégiques afin que le processus unitaire politique débouche sur la création d'un parti de type léniniste sur la base des 21 conditions d'adhésion à l'Internationale Communiste: le Parti Communiste de France.

Ne leurrons personne, les divergences étant profondes, le processus aurait pris du temps mais au moins, il aurait été initié.

En écrivant cela, l'URCF ne pense pas pour autant que la création du Parti signifie la fusion de toutes les organisations mais implique un processus de démarcation avec l'opportunisme et ses survivances pour arriver à une unité supérieure, combative, idéologique, politique. C'est la méthode historique éprouvée du bolchevisme.

I/ - Premier terrain de confrontation, l'attitude par rapport au PCF

En effet du degré de rupture avec le PCF va découler l'aspect qualitatif de la rupture avec le révisionnisme du PCF et la forme prise par les survivances opportunistes.

L'URCF a considéré, tant dans sa lutte interne au sein du PCF en tant que Coordination Communiste (1991 – 2000) qu'après sa fondation comme structure indépendante, qu'il fallait dresser le bilan critique de l'héritage du PCF, tant de sa période révolutionnaire que des sources ayant permis la victoire et la domination du courant opportuniste-révisionniste.

Il est nécessaire aussi de mesurer également pourquoi les abandons successifs et programmés des principes marxistes-léninistes ont pu se faire sans contestation organisée au sein du Comité Central,

à l'exception de Rolande Perlican mais seulement lors du passage à la social-démocratisation du PCF (années 90).

Rappelons qu'en Russie, Espagne, Italie, des membres du Comité central s'opposèrent au cours opportuniste, et sont devenus légitimement les dirigeants des Partis communistes refondés.

Le processus de liquidation du PCF s'est déroulé sur près de 30 ans, la première grande rupture avec le marxisme fut la liquidation du concept de dictature du prolétariat (DDP) par le secrétaire général Georges Marchais, sans coup fêrir à la télévision en 1976.

Rappelons que Lénine estimait que *«seul est marxiste celui qui étend la reconnaissance de la lutte des classes à la reconnaissance de la dictature du prolétariat»*.

L'annonce de suppression de la DDP sans que le Comité central ait été consulté, a eu pour conséquence également de liquider l'analyse matérialiste de l'État comme expression de la dictature de la classe dominante sous n'importe quel mode de production.

Ainsi dès cette époque, la démocratie est présentée sans aucune caractérisation de classe. Ensuite, vinrent l'abandon du marxisme-léninisme comme guide idéologique, le concept de «Socialisme aux couleurs de la France» qui constituait une négation des principes universels du socialisme/communisme puis enfin la liquidation du socialisme comme alternative au capitalisme sous couvert de *«dépassement du capitalisme»* à l'intérieur de ce même mode de production!

Ces abandons sont la conséquence du pragmatisme réformiste mis en œuvre avec la tactique, dès les années 60, de l'Union de la Gauche avec le Parti Socialiste (PS).

En effet, le PCF fut un des principaux tenants de la «Ligne générale du 20^{ème} Congrès du PCUS» initiée par Khrouchtchev prônant une «voie parlementaire et pacifique au socialisme» par la recherche d'une entente avec la social-démocratie, contre-pied des enseignements et de l'expérience du bolchevisme selon lesquels *«pour vaincre dans la révolution, il faut avoir battu préalablement le social-démocratisme»*.

La social-démocratie est un des deux piliers du pouvoir (dictature) du Capital, un relais des intérêts des monopoles tout en visant à rallier les masses populaires à la défense du système.

Les années 60 virent le PCF proposer à la SFIO (PS aujourd'hui) un «programme commun de gouvernement».

Pour s'allier avec le réformisme, le PCF orientait de fait la stratégie sur un programme minimum de *«transformations démocratiques et sociales»* pour selon la formule opportuniste consacrée *«ouvrir la voie au socialisme»*.

Ainsi, l'action du PCF était alors exclusivement centrée sur la réalisation d'une étape intermédiaire préalable, baptisée en France «la démocratie avancée», en alliance avec le réformisme.

En 1972, le Programme Commun (PCF – PS – Radicaux de Gauche) voyait le jour.

Cela débouchera sur la victoire de l'Union de la Gauche sous direction social-démocrate en 1981.

Passons à l'examen critique des tactiques et stratégies mises en œuvre par le Mouvement Communiste International (MCI) et en particulier le PCF à partir de la fin des années 50 et du début des années 60.

Quel bilan rapide peut-on tracer de la stratégie d'Union de la Gauche entre PC et social-démocratie?

1°/ Nulle part cette tactique n'a permis la victoire de la révolution socialiste, l'établissement du pouvoir de la classe ouvrière et l'instauration du socialisme.

Au contraire en Europe, les gouvernements d'Union de la Gauche ont été en réalité des gestionnaires loyaux du capitalisme, ont défendu et développé les organismes impérialistes: Union Européenne, OTAN...

2°/ Loin d'être poussés «toujours plus à gauche» les partis sociaux-démocrates et le courant réformiste ont su au contraire tourner à leur profit un Programme Commun et l'alliance avec les Partis communistes pour duper davantage les masses populaires et les intégrer à la défense du

système capitaliste, pour renforcer leur hégémonie en Europe occidentale sur le mouvement populaire.

3°/ Ce sont au contraire, les Partis communistes et le PCF notamment qui se sont social-démocratisés. En réponse à leur impuissance et à leur opportunisme croissants, le PCF a cédé toujours plus sur les principes révolutionnaires, sous le feu et la pression incessante de la social-démocratie et des médias au service du Capital.

Ainsi s'est réalisé l'avertissement de Lénine à l'encontre des socialistes «ministériels» du début du XX^{ème} siècle:

«On vend des principes à la bourgeoisie contre des concessions dans le détail et notamment contre des sinécures pour les dirigeants»

(VI Lénine. «À propos de la France» *Éditions du Progrès*. Moscou. Page 78)

4°/ La théorisation des abandons opportunistes et révisionnistes aboutit à l'émergence d'une négation ouverte des principes fondateurs du communisme: l'Eurocommunisme.

Cette nouvelle tendance révisionniste regroupant Parti Communiste d'Espagne, Parti Communiste d'Italie, Parti Communiste Français avec leurs dirigeants (Carrillo, Berlinguer, Marchais) reprenait les théories opportunistes de la Seconde Internationale sur la défense et la soumission au parlementarisme bourgeois comme unique cadre des transformations «révolutionnaires»; sur l'alliance avec la social-démocratie ou les partis bourgeois comme la Démocratie Chrétienne, sur l'antisoviétisme par la critique nihiliste de l'édification du socialisme en URSS.

La ligne générale «eurocommuniste» reposait sur le concept de Bernstein sur l'accumulation de réformes pour transformer graduellement le capitalisme en «socialisme».

Rejetant évidemment toute analyse marxiste de l'État, l'eurocommunisme se ralliait via le culte de la démocratie bourgeoise à la dictature (niée) du Capital et appelait à construire le «Socialisme» dans le cadre de l'OTAN et de l'UE.

Ce révisionnisme de droite ouvertement revendiqué a abouti à la liquidation de tout caractère communiste de ces partis, le PCI se transformant même en formation ouvertement bourgeoise.

À partir des années 90, le Gorbatchev français, Robert Hue, impulsa la «mutation» réformiste du PCF.

C'est à ce moment que des militants de base décidèrent de fonder la Coordination Communiste visant à défendre et développer l'identité communiste révolutionnaire.

Malgré cela, si la Coordination Communiste eut le mérite de regrouper à l'échelle nationale des militants restés communistes, de publier des plate-formes ou appels alternatifs à chaque Congrès, la ligne du PCF ne fut nullement infléchie en raison du filtre bureaucratique et du caractère antidémocratique de la représentation aux Congrès, en raison de la ligne réformiste social-démocrate de l'appareil.

Le PCF devint un parti de type social-démocrate prônant l'aménagement du capitalisme et de l'Union Européenne qui parachèvera sa nouvelle identité par son adhésion au «Parti de la Gauche Européenne» financée par l'Union Européenne impérialiste.

Aujourd'hui, la lutte contre le PCF social-démocrate se heurte à plusieurs écueils.

La liquidation de fait d'un Parti autrefois communiste s'est accompagnée de l'hégémonie du réformisme sur le mouvement ouvrier y compris des directions syndicales acquises à l'accompagnement des contre-réformes pilotées par le Capital monopoliste, l'Union Européenne et les gouvernements de droite et sociaux-démocrates.

Ensuite, à la différence de l'Italie, la liquidation du Parti s'est effectuée sans l'abandon de la référence au communisme (en Espagne non plus mais agit là-bas un Parti marxiste-léniniste: le Parti Communiste des Peuples d'Espagne - PCPE).

En conservant son appellation, le PCF insuffle l'idée que le communisme c'est ce pâle brouet réformiste trompant ainsi de nombreux travailleurs.

Il y a donc une bataille idéologique et politique intense entre le «communisme» du PCF acceptable par la bourgeoisie et le communisme de type bolchevique.

De plus, en gardant sa dénomination, le PCF a favorisé l'émergence d'un courant centriste, sur le modèle de Kautsky dans la social-démocratie allemande, se présentant comme opposant, mais en fait reliant par un fil continu, la droite (la direction du PCF) à la «gauche» via l'appartenance ou les liens à ce Parti social-réformiste (lutte interne ou même soutien).

Ainsi des communistes sont détournés de la tâche historique de reconstruire un véritable Parti communiste, indépendant dans tous les domaines du PCF/PGE puisque l'objectif des opposants de gauche est la lutte interne dans le PCF.

Le centrisme de type kautskiste a hérité de la «phrase de gauche» telle qu'analysée par Lénine.

Ainsi on a pu voir des camarades de l'opposition de gauche au sein du PCF apporter leur soutien à la ligne du KKE (Parti communiste de Grèce) dans une pétition contre la ligne de leur direction (ce qui est positif) ... mais ne pas conclure à la nécessité de s'engager dans la rupture avec le PCF/PGE pour contribuer à faire renaître un véritable Parti communiste sur la base des 21 conditions de l'Internationale Communiste.

Dans les années 20, pouvait-on appuyer la ligne de l'Internationale Communiste (aujourd'hui défendue et développée par le KKE) en prônant la lutte interne dans la SFIO et la Seconde Internationale?

La réponse est non!

L'aspiration juste à soutenir le KKE comme symbole de la renaissance du communisme révolutionnaire en Europe, espérons-le, lèvera toutes les hésitations actuelles.

Ce centrisme ne concerne pas uniquement les opposants internes, d'ailleurs élus au Conseil National à la proportionnelle comme dans les partis sociaux-démocrates.

En effet, certaines organisations sorties officiellement du PCF maintiennent des liens organiques avec certains secteurs de ce Parti.

Beaucoup de membres du PRCF (Pôle de Renaissance Communiste en France) se revendiquent du combat interne dans le PCF/PGE, ainsi dans un récent appel sont mis en avant «*les communistes membres ou non du PCF*», ce qui n'aide pas à faire la clarté sur la nature même de la politique du PCF (en créditant d'une certaine façon sa référence «communiste») et sur la nécessaire fondation d'un nouveau Parti.

Le Rassemblement des Cercles Communistes (RCC) et le Cercle Henri Barbusse depuis des années soutiennent électoralement le PCF/PGE y compris en étant candidats de cette formation.

D'ailleurs, quand les candidats RCC/PCF se présentent devant les électeurs, ils le font sur la ligne réformiste de «l'Humain d'abord».

Travail de gauche et de sape dans le nouveau parti social-démocrate?

Mais alors, pourquoi qualifier Marie-George Buffet d'«*héritière des survivances du bolchevisme*»?

C'est l'éternel recours à une phrase de gauche pour couvrir son propre opportunisme.

Ainsi est accréditée l'idée que le PCF serait une formation divisée où la ligne social-démocrate ne serait ni irrémédiable ni définitive.

Le PCF n'est pas malade d'insuffisances ou d'erreurs opportunistes non corrigées, une formation dont la stratégie pourrait être inversée par une victoire des véritables communistes. L'opposition de gauche est faible dans le PCF, n'a pas de plate-forme politique visible dans le pays, de plus la composition sociale du PCF a évolué résolument après sa liquidation d'avec l'identité communiste: la petite-bourgeoisie y est dominante avec la bureaucratie (les élus à différents échelons), les éléments du prolétariat sont en recul constant.

Le PCF est devenu par son programme, son identité, ses alliances une formation social-réformiste d'aménagement du capitalisme, il est le flanc gauche du PS parti des monopoles et dépend de lui

pour son existence puisque la presque totalité des élus PCF le sont par les voix et les consignes de la social-démocratie.

De plus le PCF gère avec le PS les communes et les régions sans réelle politique alternative aux exigences de la classe capitaliste.

Nous entendons les hauts cris à l'encontre du «sectarisme», du «culte de l'isolement» de l'URCF. «Comment, vous abandonnez la lutte pour gagner les communistes restés au PCF?».

Non, mais nous refusons d'apporter notre caution à l'accompagnement à gauche de la politique social-démocrate du PCF/PGE.

Quant aux adhérents du PCF, opposants ou pas, nous nous adressons à eux en tant que travailleurs victimes de l'exploitation capitaliste se heurtant aussi quotidiennement aux conséquences de la domination du réformisme.

Parmi tous les groupes sortis du PCF pour reconstruire le Parti, deux organisations ont rompu totalement menant une politique indépendante, non subordonnée ou dépendante du PCF: «Communistes» et l'URCF.

Nous avons là déjà avec plusieurs organisations, une divergence quant à l'analyse de la nature du PCF actuel, divergences qui occasionnent des différences d'analyse sur la tactique et la stratégie communiste à mettre en œuvre.

Il y a deux ans, l'URCF s'adressait aux organisations communistes de France dans une «lettre ouverte».

Nous avons réitéré notre proposition d'actions communes contre la politique du Capital et de l'UE et proposé un débat contradictoire sur les origines de la victoire du révisionnisme dans le PCF et sur l'examen actuel des survivances de l'opportunisme dans le Mouvement Communiste de France (MCF).

L'URCF estime que même à l'époque révolutionnaire, il y eut tendance dans le PCF à tout focaliser sur les tâches intermédiaires, en présentant leur résolution (autre que la lutte contre le fascisme) comme la condition pour poser le but final: le socialisme/communisme.

Au fur et à mesure de la cristallisation de l'opportunisme, cette distorsion s'est aggravée, le but final apparaissant toujours plus lointain, ne fut même plus posé.

Tant et si bien que s'installa l'idée chez les adhérents non éduqués dans la stratégie de lutte pour le socialisme, que le PCF luttait simplement pour améliorer le sort des travailleurs dans le cadre du système, que la fonction du Parti était de lutter pour une «vraie politique de gauche» corrigeant certaines injustices.

La théorie d'une étape préalable à franchir pour poser la question du socialisme a donc une existence bien ancrée.

Aujourd'hui, cette théorie constitue la principale survivance de l'opportunisme dans le MCF.

Le VI^{ème} Congrès de l'Internationale Communiste (1928) rédigea un programme de Révolution socialiste mondiale.

Les documents de ce Congrès furent connus des militants dans les années 80-90 grâce à l'action du Cercle Barbusse (aujourd'hui membre du RCC) puis furent réédités par l'URCF dans les années 2000.

Le VI^{ème} Congrès considérait que dans les États capitalistes développés, impérialistes, la cible était le renversement du capitalisme par la révolution prolétarienne, socialiste sans étape ni État intermédiaire.

La Révolution national-démocratique, démocratique-révolutionnaire concernait les pays colonisés ou de faible ou moyen développement capitaliste où il fallait conquérir les libertés et droits démocratiques indispensables, donner la terre aux paysans, assurer l'indépendance du pays par rapport à l'impérialisme, afin de préparer la révolution socialiste.

En France, la Révolution démocratique-bourgeoise a été victorieuse, amenant la classe bourgeoise au pouvoir (1789/93).

Depuis, cette classe a perdu tout lien avec le peuple, est devenue réactionnaire sur toute la ligne et est l'ennemie du progrès social et du Travail.

Il n'y a donc pas d'État intermédiaire entre la dictature du Capital et celle du prolétariat dans notre pays.

Penser que les communistes puissent gouverner avec certains secteurs de la bourgeoisie ou sous la direction de la petite-bourgeoisie (Front de Gauche, Syriza...) revient à dire qu'ils doivent inscrire leur action dans l'aménagement du capitalisme.

Cette divergence stratégique a des implications pratiques: si l'on définit une étape intermédiaire alors on éduque l'organisation sur le contenu de classe de cette étape tant qu'elle n'a pas été réalisée.

Dès lors, la lutte pour le socialisme est présentée comme lointaine et ne fait l'objet que de déclarations enflammées lors de meetings ou de conférences internationales.

Ainsi, les militants ne sont pas formés ni n'adhèrent pas forcément à la nécessité de la lutte révolutionnaire pour le socialisme.

Autre conséquence, certaines organisations ayant rompu formellement avec le PCF (Parti communiste des ouvriers de France – PCOF - proche à l'origine du Parti du travail d'Albanie (Enver Hoxha), Rassemblement des cercles communistes (RCC) ont pour axe politique, l'appartenance au Front de Gauche et pour stratégie la victoire électorale de cette coalition social-réformiste, membre du Parti de la Gauche Européenne (PGE).

Nous avons là ce fil continu cité précédemment entre la droite social-démocrate qui dirige le PCF et une aile gauche qui se réclame du marxisme-léninisme.

Résurgence et défense de fait de la ligne générale opportuniste du 20^{ème} Congrès du PCUS puisque l'alliance avec le réformisme est censée déboucher sur la radicalisation des masses et conduire à la Révolution!

Les résultats historiques montrent la non-validité de cette stratégie.

Le Front de Gauche «vainqueur» aux élections présidentielles et législatives serait simplement le substitut de la vieille social-démocratie.

Les communistes doivent-ils aggraver les illusions sur le degré de démocratie dans notre pays où le système électoral et de représentation politique est corseté par la Constitution de la V^{ème} République?

Les médias, propriété des monopoles, orientent l'opinion publique selon leurs seuls intérêts de classe. La victoire d'une coalition à la gauche du PS sous la Constitution actuelle avec deux tours est sinon impossible à exclure, du moins très peu probable quant à sa réalisation.

Quand bien même, les pressions de l'appareil d'État, la nécessité de gagner des voix au «centre» et à «droite» feraient glisser toujours plus à droite cette coalition.

La dictature du Capital en France s'exerce au gouvernement grâce aux deux principaux partis des monopoles se succédant en alternance: réaction (UMP) et Parti socialiste (PS).

Les autres formations sont vouées à œuvrer à la recomposition à droite (les néofascistes du FN) ou à se satelliser au PS, dans le cadre des institutions de la VI^{ème} République tout en prétendant peser dans le cadre du rapport de forces interne au camp réformiste comme le souhaite le Front de gauche avec la proposition de Mélenchon de devenir premier ministre de Hollande «pour un tournant».

On voit donc que des organisations communistes préfèrent les alliances avec les réformistes ou même nous le verrons avec des formations nationalistes bourgeoises plutôt qu'œuvrer au rassemblement de toutes les organisations communistes afin d'accélérer la création du Parti!

II/ - Les divergences sur la théorie de l'étape et des alliances politiques

Certaines organisations communistes prônent la défense d'une «étape préalable» sur la voie de la lutte pour le socialisme.

Étape à caractère «national» (PRCF) ou «antilibéral» (RCC) qui «théorisée» aboutit à ce que la nécessité du socialisme et du pouvoir de la classe ouvrière et de ses alliés ne soit pas préparée stratégiquement dès maintenant.

Il y a aussi l'expérience du Mouvement Communiste International (MCI) analysée par le Parti Communiste de Grèce (KKE) qui condamne la théorie des étapes (l'Étapisme) comme opportuniste dans les États impérialistes.

Curieusement, le succès de la révolution démocratique anti-impérialiste au Venezuela a renforcé l'étapisme dans toute une série d'organisations communistes d'États impérialistes comme ici en France, sans doute parce que cela correspond à ce qu'a été la pratique de focalisation du PCF sur des objectifs intermédiaires.

En définissant leur stratégie, les communistes doivent selon les justes recommandations du grand Kominternien Dimitrov «*éviter et combattre tout stéréotype*».

Les mots d'ordre du passé ou de pays à d'autres stades de capitalisme sont justes dans leurs conditions mais **inopérants** dans les conditions de la France contemporaine.

Les principes révolutionnaires doivent être défendus, assimilés et appliqués dans les conditions concrètes du capitalisme contemporain!

La survivance de l'opportunisme se manifeste dans le scepticisme de beaucoup dans la possibilité d'éduquer et d'agir dès maintenant dans la perspective historique et révolutionnaire du socialisme.

Il faut vaincre la tendance lourde de notre héritage (du PCF et de la social-démocratie auparavant) nous qui avons entendu maintes et maintes fois «*Le socialisme aujourd'hui n'est pas à l'ordre du jour*».

Ce qui est devenu au fil du temps, un alibi pour ne plus penser la stratégie du Parti.

Si les marxistes-léninistes n'impulsent pas ce travail dès maintenant, qui le fera?

Et ce alors que plus que jamais le capitalisme montre chaque jour son incapacité à surmonter sa crise, à résoudre les problèmes globaux de l'humanité, à satisfaire les besoins vitaux, droit au travail, salaires, droit au logement, à la sécurité sociale, à la retraite à 55 et 60 ans, etc.

Toute l'expérience du mouvement communiste à partir des années 60 a montré que l'absence de stratégie révolutionnaire de lutte pour le socialisme a conduit des PC à participer à divers gouvernements bourgeois et à se transformer en gestionnaires loyaux du système.

Retour sur l'analyse du capitalisme contemporain

Ensuite, il faut analyser le capitalisme contemporain. En 1945 le système mondial impérialiste était alors placé sous l'hégémonie sans partage des États-Unis, la Grande-Bretagne et la France étaient placées sous sa tutelle.

Le Japon et l'Allemagne, pays vaincus, étaient ruinés. Malgré les destructions massives, l'URSS sortait renforcée de la guerre, devenant la seconde puissance mondiale.

Deux lois internes du capitalisme allaient opérer dans les décennies suivantes, celle du développement inégal entre pays capitalistes qui allait favoriser la remontée des pays vaincus comme le Japon et la formation d'un bloc des États impérialistes d'Europe sous la direction du Condominium germano-français.

Seconde loi inhérente au Mode de production capitaliste (MPC) celle de l'internationalisation des forces productives.

Tant qu'existait un camp socialiste avec l'URSS à sa tête, la globalisation et le marché mondial capitaliste étaient freinés par l'existence d'un marché socialiste parallèle. (cf. Staline «les problèmes économiques du socialisme en URSS»)

La contre-révolution bourgeoise en URSS allait permettre au système impérialiste l'expansion du système capitaliste au monde entier, ce que l'on appelle la globalisation capitaliste et la nouvelle division internationale du travail.

De plus, l'existence d'un camp socialiste surtout dans la période ascendante jusqu'à la fin des années 50 obligea les pays capitalistes à opérer des concessions sociales en réponse aux nombreuses grèves et luttes de classe.

Pour sauver tel ou tel pays de la contagion révolutionnaire, le Capital fit preuve de facultés d'adaptation, en lâchant du lest: capitalisme régulé par l'État des monopoles (CME), hausse relative du niveau de vie, droits sociaux, retraites à 55 et 60 ans, etc.

Cela a engendré dans le courant opportuniste du Mouvement communiste international (MCI) des illusions profondes sur les capacités durables du capitalisme à satisfaire les besoins, à réguler ses crises.

Le keynésianisme est devenu l'un des drapeaux du courant opportuniste et révisionniste.

En 1945, le capitalisme et les États s'appuyaient principalement sur le marché national et le pillage des États colonisés.

La recherche du profit maximum sur la base du rétrécissement du marché (existence de l'URSS, du camp socialiste et divers embargos à l'époque stalinienne) poussa les États capitalistes d'Europe à s'ouvrir vers le marché continental en formant une union des principaux États impérialistes d'Europe (marché commun, CEE, Union européenne).

Dès lors, si les États-Unis demeure la principale puissance impérialiste au monde mais dont le degré d'hégémonie recule, plusieurs centres ou États impérialistes se sont développés: le Japon, l'UE avec l'Allemagne comme première puissance et des pays émergents: Chine, Inde, Brésil, grâce à l'apparition de puissants monopoles internationaux dans ces pays.

«À la fin du 20^{ème} siècle, il y avait trois centres impérialistes formés après la guerre mondiale. Aujourd'hui le nombre de centres impérialistes s'est accru, tandis que de nouvelles formes d'alliances ont aussi émergé, telles l'alliance centrée sur la Russie, l'alliance de Shanghai, l'alliance du Brésil, de la Russie, de l'Inde, de la Chine, de l'Afrique du Sud (BRICS), l'alliance des pays de l'Amérique latine (ALBA, mercosur)».

(Aleka.PAPARIGA «**La pyramide impérialiste**»)

Les relations entre États impérialistes se caractérisent doublement par la concurrence et les **contradictions inter-impérialistes** d'un côté (et les contradictions vont en s'aggravant en raison de l'ampleur de la crise) et de l'autre agit une **interdépendance** croissante entre ces États comme le montrent les contributions du KKE à l'analyse du capitalisme contemporain. Interdépendance qui découle de la nouvelle division internationale capitaliste du travail. Prenons le simple exemple en France de la viande hachée de bœuf pour les diverses farces de pâtes qui nécessitait l'intervention d'entreprises dans 4 pays ... pour produire finalement de la viande de cheval!

Plusieurs erreurs d'analyse du système capitaliste contemporain favorisent l'apparition de tel ou tel opportunisme.

Ainsi la globalisation impérialiste s'est traduite par la thèse contemporaine sur le modèle de «l'ultra-impérialisme» de Kautsky, à savoir de la formation d'un empire (la seule domination de l'impérialisme US) ... thèse qui conduit l'opportunisme contemporain à dédouaner son propre impérialisme et à ignorer la nature du système mondial impérialiste.

L'URCF en 2009 dénonçait la déviation du «géopolitisme» qui consiste lorsque des contradictions inter-impérialistes surgissent, à se ranger derrière l'impérialisme russe ou chinois en les parant de «rouge» alors que ces pays sont engagés dans la voie capitaliste de développement.

L'opportunisme dissocie la politique étrangère et la tendance à l'hégémonie de tel ou tel impérialisme, de sa base sociale: le capitalisme de monopoles.

En Syrie, la Russie et la Chine s'opposent aux intérêts US et de l'UE dont la France, non à partir de positions anti-impérialistes, mais de la défense de leurs intérêts capitalistes!

Le mouvement Communiste International doit réapprendre à utiliser les contradictions inter-impérialistes à son profit comme nos camarades du Parti Communiste syrien qui ont raison d'utiliser ces contradictions dans la guerre déclenchée par l'impérialisme US et l'UE (impérialismes les plus dangereux dans leur pays), alliés au courant fondamentaliste d'Al Qaïda.

Cela est visible et plus facile à mesurer quand Chine et Russie mêlent leurs voix à celles de la France et des États-Unis pour adopter des sanctions contre la Corée Populaire suite à son essai nucléaire.

III Les divergences entre organisations communistes

Il faut cerner les divergences dans le MCF pour pouvoir les surmonter et regrouper sur une base marxiste-léniniste les militants dans le futur Parti Communiste de France.

Ce dernier se construira à la fois par l'unité d'action communiste et la confrontation idéologique et politique.

En effet, les divergences ne portent pas sur des questions secondaires ou des querelles «personnelles» mais sur la tactique et la stratégie révolutionnaires et sur les alliances.

III-1) - Nos divergences avec le PRCF

Cette organisation s'est dotée d'une grande cohérence quant à sa ligne qui tourne autour d'une étape nationale en préalable à la stratégie de lutte pour le socialisme et qui pose comme axe central, la sortie de l'euro et de l'UE.

Récemment, le PRCF a lancé avec deux organisations: le Mouvement politique d'émancipation populaire (M'PEP) et une formation nationaliste bourgeoise «Penser la France», un appel pour que reviennent «Les jours heureux» grâce à «un Programme du Conseil National de la Résistance (CNR) actualisé».

Dans son portail Internet, le club «Penser la France» nous livre les aphorismes suivants: «*La France, république universelle incarnée, il faut l'aimer*», «*La France est une volonté, née sur une terre christianisée, l'idée France a transcendé ce fond premier pour se révéler et trouver toute sa dimension rêvée dans le projet unique à partager. Certains voudraient la vassaliser à un empire allié et à une structure européenne chargée de la démanteler, d'autres à la miner de l'intérieur par mille communautés encouragées. Que sera la France dans un siècle, dans vingt?!*»

Dans un appel à «Tous les gaullistes, républicains et patriotes» «Sur le devoir de rester nous-mêmes», voici ce qu'écrivent les signataires de ce courant nationaliste:

«Malgré le référendum du 29 mai 2005, le Traité de Lisbonne s'applique et notre pays consent chaque jour à de nouveaux reculs de sa souveraineté; les institutions de la V^{ème} République sont gravement altérées; un tourbillon de lois plus brouillonnes les unes que les autres affaiblit l'État sans empêcher sa congestion (...) mais la tradition politique qui est la notre est plus qu'un courant ordinaire. Dans une époque qui a perdu ses repères, c'est d'une certaine manière, la France de toujours qu'elle incarne (...) les valeurs que nous défendons ne sont-elles pas celles de la France? Mais la flamme où les torches sont allumées, nous seuls en demeurons les gardiens légitimes (...) la crise de l'euro prélude à son éclatement, et la remise en cause radicale des institutions européennes qui s'en suivra, amènera inéluctablement ceux qui n'ont jamais pensé hors de cet horizon idéologique, en plein désarroi, à se tourner vers nous. Gaullistes, républicains, patriotes, restons nous-mêmes, c'est ce que nous devons à la France et aux Français. Quand viendra l'heure, ils sauront que nous sommes là.»

Ce club est donc bien une structure nationale-chauvine qui puise ses conceptions dans le concept de «France éternelle» dotée d'une mission universelle grâce à sa République ce qui a toujours été l'alibi du colonialisme et de l'impérialisme français.

En voici une autre illustration à propos de la guerre d'Algérie, émanant du dirigeant de ce club «Penser la France»:

«La France a mal à sa mémoire. La guerre d'Algérie est un de ses nœuds les plus tragiques. Anciens combattants, pieds-noirs et harkis témoignent de cette souffrance qui transpire toujours en eux (...)

Il ne faut pas insulter la mémoire des morts. Ni celle des anciens combattants, notamment tous les appelés du contingent, pris dans une guerre aux dimensions humaines complexes et dont on ne peut nier la force de l'engagement et du sacrifice.

Ni celle des harkis ces musulmans oubliés honteusement par la France et dont nous refusons de reconnaître à sa juste valeur le tribut immense versé à la Nation.

Ni celle des pieds-noirs - de tous les pieds noirs - y compris ceux, soldats perdus, trahis, restés fidèles à "une certaine idée de la France" qui se sont trouvés contraints à s'égarer dans des actes malheureux. Le temps est venu de préparer la réconciliation nationale».

En somme l'apologie du colonialisme et de ses guerres et la réhabilitation sous couvert de «réconciliation» des colons, de l'OAS et de tous ceux qui refusèrent de reconnaître l'indépendance de l'Algérie.

De plus ce groupe se prononce contre «l'affaiblissement de l'État» (bourgeois) et pour la défense de la V^{ème} République réactionnaire.

Quelques appréciations sur le M'PEP, troisième signataire de cet appel pour «Un programme de CNR actualisé».

C'est un club qui se réclame de la «gauche alternative», c'est-à-dire de la tentative outre le front de gauche de refonder la social-démocratie en crise, en raison de son intégration totale au système capitaliste et à l'UE.

C'est donc une formation réformiste qui se situe dans le «dépassement» (en réalité sa gestion) du capitalisme via des réformes internes à ce mode de production, d'inspiration keynésienne.

«Il ne peut y avoir de politique de gauche avec l'Euro». De même, le M'PEP se réclame «d'une politique monétaire de gauche... levier pour la transformation sociale».

Ce groupe a pour marqueur la dénonciation de l'euro:

«Personne en France à gauche à part deux petites organisations (PT - aujourd'hui Parti ouvrier indépendant-trotskyiste lambertiste) et le M'PEP n'ose évoquer la sortie de l'euro».

Le PRCF qui est également visé (en 2010) nous accuse à son tour de ne pas «avoir ciblé l'Euro au début».

Rétablissons les faits.

Pour les marxistes, la monnaie (toute monnaie) est l'expression d'une marchandise particulière qui incarne le travail social sous sa forme la plus générale en reflétant les rapports de production d'exploitation. La monnaie se subordonne toute production.

Le mode de production communiste, au fur et à mesure de son développement et en lien également avec le processus de révolution socialiste mondiale, concourra à l'extinction progressive de la loi de la valeur et des survivances des rapports marchands. Les marxistes-léninistes ignorent donc le fétichisme monétaire.

Au sujet de l'Euro, il faut se battre sur deux fronts, contre les positions du PGE et du PCF visant à défendre l'Euro, comme pas en avant de la construction européenne en lui ajoutant la caractéristique de monnaie «commune».

Leur défense de l'Euro découle de leur défense de l'UE impérialiste.

Les révisionnistes aiment à différencier «unique» de «commune». C'est du verbiage qui accompagne la politique des monopoles européens.

Le courant fasciste-chauvin (FN) a pris position à l'inverse pour faire de l'Euro, la source principale des maux subis par les travailleurs, en dédouanant au passage les responsabilités du système et de la classe capitaliste nationale et internationale dans l'attaque générale contre le monde du travail.

Des organisations de gauche ont alors exprimé la volonté de ne pas laisser champ libre au front national et proposé la sortie de l'Euro.

Pour l'URCF, on ne peut dissocier la lutte pour rompre avec la zone Euro, du combat contre l'UE comme structure impérialiste, pour l'alternative véritable, le socialisme.

La rupture avec l'Euro ne pourra constituer une véritable alternative qu'en étant relié au combat contre l'UE impérialiste et la marche vers le socialisme.

Sinon on tombe dans une approche national-réformiste de correction de certains aspects du capitalisme. Voici une marque de cette approche par le M'PEP:

«Le retour aux monnaies nationales implique un taux fixe, la monnaie nationale n'étant pas convertible (...) la spéculation ne sera donc plus possible».

Cette proposition ignore complètement le caractère d'interdépendance entre pays capitalistes, c'est si vrai que le M'PEP apporte un «correctif» à son correctif en ajoutant qu'il faudrait *«une monnaie commune»* pour les échanges. On chasse l'Euro et il revient comme un boomerang sous une forme à peine modifiée!

De plus la monnaie «non convertible» subirait les attaques boursières des détenteurs de la «monnaie commune» pour modifier le taux du Franc réintroduit pour satisfaire le profit maximum.

Quant à la spéculation «rendue impossible», cela relève d'une douce utopie, les travailleurs ont une mémoire suffisante pour se souvenir des mouvements spéculatifs contre le Franc avant l'introduction de l'Euro!

Le parasitisme croissant du système au stade impérialiste se situe dans le primat accordé aux investissements financiers (c'est-à-dire à la rentabilité immédiate); mais pas de spéculation sans extorsion de la plus-value prise au salariat dans le procès de production; **donc la question de la «finance» est indissociable de la lutte contre les rapports de production d'exploitation.**

L'opportunisme depuis Proudhon a toujours divisé le capitalisme en deux entités: le «bon» avec l'investissement productif, le «mauvais» avec le spéculatif.

Nous avons là, la révision par l'opportunisme contemporain de l'analyse léniniste de la fusion du capital industriel et bancaire au stade du capitalisme de monopoles pour former l'oligarchie financière qui n'est pas uniquement un concept descriptif.

Ce sont les mêmes membres de la bourgeoisie monopoliste qui détiennent la propriété industrielle et bancaire et spéculent sur les titres boursiers!

Pour éradiquer la spéculation, il faut renverser le mode de production capitaliste et exproprier les expropriateurs!

Poursuivons avec le M'PEP:

«Tout pays qui sortira de l'Euro retrouvera sa souveraineté monétaire et coupera les liens de dépendance entre sa banque centrale et la Banque centrale européenne».

Le «rôle» de la banque centrale et du système bancaire (national ou international) dans le mode de production capitaliste découle des missions fixées par la classe monopoliste pour favoriser la reproduction élargie du capital et son accumulation.

Sans luttes à dimension et caractère anticapitalistes, le transfert de souveraineté monétaire nous ramènerait à la situation d'avant l'Euro mais mécanismes capitalistes obligent, «nationaux» ou pas, resterait intacte la stratégie des grandes Sociétés, de destruction des conquêtes sociales et d'application de la politique d'austérité.

Ce ne sont pas des mesures technocratiques internes au système qui peuvent assurer et garantir la satisfaction des besoins même partiels.

Le M'PEP propose de «*vendre des obligations d'État à la banque centrale comme le fait la banque centrale américaine*».

Ce qui signifie que des prêts contractés envers l'État qui permettent au moins de financer en partie les services publics (hôpitaux, transports, éducation), seraient transférés à la banque centrale française ce qui précisément pourrait aggraver l'affaiblissement des missions de services publics et favoriser la spéculation.

Une bulle sur les titres d'emprunts d'État de l'ensemble des pays de l'OCDE s'est formée, «*Bonne nouvelle*» selon les dirigeants des monopoles bancaires qui déclarent «*Le marché finira par intégrer l'augmentation du risque de défaut de paiement des États et exigera de meilleurs rendements*».

De même, le M'PEP appelle «*à dévaluer la monnaie nationale (avant la fixation du taux fixe? Ndr) pour donner un coup de fouet à l'activité économique*».

Ce sont donc des «solutions» réformistes au système capitaliste dont on critique dans «l'appel commun» le libre-échangeisme, mais nous avons là un trait fondamental du capitalisme de monopoles, nulle réforme ne pourra changer cette caractéristique inhérente à l'impérialisme.

C'est en cela que l'URCF n'a jamais dissocié la lutte pour sortir de la zone euro, de la rupture avec l'UE et de la préparation de la Révolution anticapitaliste.

Penser la sortie de l'euro dans le cadre du système existant, c'est créer des illusions sur «un altercapitalisme» à caractère national qui conduirait pourtant à une politique au même contenu de classe bourgeois.

Le M'PEP appelle également à la réunion internationale de la «gauche alternative» autour du concept de «*socialisme du 21^{ème} siècle*», en fait une «*économie mixte*» sans pouvoir de la classe ouvrière, négation générale du socialisme-communisme.

«Gauche alternative» qui fait, de l'aile révolutionnaire du mouvement communiste international, sa cible.

Le M'PEP traite ainsi le KKE «*d'être traditionnellement sur une ligne sectaire et opportuniste*» (sic!). «*Sectaire, car il refuse tout front commun contre l'austérité avec la gauche*». «*L'espoir repose sur la gauche alternative ou radicale appelée Syriza*».

En cela le M'PEP relaie parfaitement les vues du parti de la gauche européenne (PGE).

Une fois présentés les protagonistes de l'Appel commun PRCF/M'PEP/Penser la France, examinons leur déclaration:

«*Pour riposter à l'entreprise de liquidation des conquêtes sociales et de la France républicaine, en prenant appui sur les résistances sociales, civiques et patriotiques, pour une République sociale, souveraine et fraternelle, ensemble, défendons et actualisons le Programme du Conseil national de la Résistance (CNR)!*».

Les maux décrits dans cet appel sont attribués à la seule Union Européenne et non au mode de production capitaliste qui, à un certain stade de développement capitaliste a engendré l'UE. Alliance oblige avec des secteurs bourgeois (les clubs – Penser la France), l'absence de termes fondamentaux pour les marxistes est significative dans cet appel: capitalisme, impérialisme, révolution, socialisme.

Ce n'est ni un hasard ni un «oubli» de rédacteurs par ailleurs rigoureux.

En réalité, nous avons ici, la prédominance de l'approche nationale des phénomènes sociaux. Qu'entendons-nous par «approche nationale»?

C'est donner le primat dans l'analyse et la pratique aux questions qui relèvent de la nation (avec les alliances afférentes) sur l'approche et l'orientation de classe.

C'est dénoncer l'Europe à cause de son caractère supranational créant à «*notre pays une situation potentiellement mortelle à moyen, voire à court terme*» plutôt qu'en raison de la nature de classe de la politique de l'UE impérialiste qui vise à la surexploitation du prolétariat, à la paupérisation y compris des couches moyennes et à la précarité dans tous les pays y compris l'Allemagne.

L'URCF estime que nous devons combattre l'UE à partir de l'approche et de l'orientation de classe, à partir des positions révolutionnaires et internationalistes de l'avant-garde de la classe ouvrière pour organiser et rassembler toutes les victimes nationalement et internationalement de l'UE et de leur propre État et classe capitalistes. C'est une bataille anticapitaliste!

En affirmant cela, nous ne faisons pas preuve de «nihilisme national» comme l'affirme parfois le PRCF, nous n'ignorons pas les paroles de Thorez sur l'unité patriotisme/internationalisme, mais **nous affirmons en tant que marxistes que l'orientation de classe et la stratégie communiste doivent se subordonner toutes les autres questions posées au mouvement révolutionnaire: démocratie, défense de la souveraineté nationale...**

La survivance opportuniste est précisément d'opérer une coupure non dialectique entre les tâches intermédiaires et le but final: le socialisme parce que nous savons que **seul le socialisme pourra garantir la satisfaction croissante des besoins matériels et culturels, une démocratie populaire dirigée par la classe ouvrière et ses alliés, la souveraineté et l'indépendance de chaque pays tout en faisant de chaque nation socialiste la base arrière de la Révolution socialiste mondiale.**

Cette approche nationale prioritaire peut se vérifier autour de trois exemples:

1°/ - le PRCF et ses alliés reprochent aux *«gouvernements successifs»* non d'appliquer la stratégie des monopoles français et internationaux mais d'avoir *«engagé la France dans la funeste» «construction européenne»*.

L'URCF juge que l'UE est en réalité la conséquence et l'instrument de la stratégie des grands groupes capitalistes français et internationaux.

2°/ - le PRCF critique *«l'oligarchie financière» «française»* pour son *«inféodation à l'oligarchie euro-atlantique»*.

Ce sont là des thèmes comme l'inféodation très proche des analyses de «penser la France». Notons les guillemets sur française qui signifie que le PRCF reproche à l'oligarchie de ne pas être nationale. Elle n'est pas «nationale» puisque compte avant tout ses profits, quitte à ruiner les travailleurs et le pays, malheureusement l'oligarchie est bien française et en tant que tel, comme disait Karl Liebknecht, *«l'ennemi est avant tout dans notre pays»*.

Pour l'URCF le reproche permanent et fondamental fait à l'oligarchie est son caractère de classe exploiteuse s'accaparant l'écrasante majorité des richesses produites.

De même le PRCF se complaisait à citer le nom intégral de Sarkozy en ajoutant Nagy Böcsa. Nous n'avons pas combattu Sarkozy parce qu'il était d'origine «étrangère» mais comme relais et exécutant de la stratégie du capitalisme monopoliste national et international.

3°/ - Face à une oligarchie «française» qui fait à nouveau le *«choix de la défaite et qui collabore sans vergogne à la mise en place de l'empire euro-Atlantique»*, ce qui signifie implicitement que l'impérialisme français serait en voie de liquidation par «l'Empire», c'est précisément la résurgence de la thèse kautskiste sur «l'ultra-impérialisme».

Autre preuve, cet appel présente ce prétendu effacement du capitalisme de monopoles français dans les termes suivants: *les maîtres du CAC 40 s'affirment prêts «pour sauver l'euro de laisser à Berlin le pilotage de l'Union européenne»*.

Serait-ce plus juste si Paris pilotait l'UE?

Dans toutes les hypothèses, on assiste à une extrême confusion, produit de l'approche nationale.

Enfin, le PRCF développe le concept curieux de soumission de l'oligarchie française à celle euro-atlantique.

La France n'est pas un pays colonisé, «nos» oligarques ne vivent pas comme des compradores des miettes que leur accorderaient «leurs» maîtres de Washington et Berlin, plusieurs grandes sociétés françaises dont Total, EADS, LVMH, le groupe Dassault se situent parmi les premiers monopoles mondiaux.

Total et Areva jouent un rôle décisif dans le maintien et le développement de la Françafrique, dans la participation active aux guerres déclenchées par l'impérialisme français en Lybie, Mali et peut-être demain en Syrie.

Ce n'est pas comme commis de l'euro-atlantisme que la France s'est embarquée seule dans un conflit au Mali accentuant les contradictions avec l'Allemagne et à un degré moindre avec les États-Unis.

Pourquoi?

Parce qu'il y a une bataille féroce entre monopoles US, allemands et français pour le contrôle du Sahel. À trop sous-estimer ou ignorer la réalité de l'impérialisme français contemporain, on passe à côté de l'analyse du système impérialiste mondial.

Quand souvent, le PRCF consent à évoquer l'impérialisme «français», il ajoute des guillemets parce qu'au fond le PRCF tend à le réduire à des interventions extérieures agressives, non au capitalisme de monopoles.

Dans tous les cas on atténue la critique nécessaire de «notre» propre impérialisme. La contradiction principale ne se situe pas entre «Français et traîtres à la patrie» mais entre Capital et Travail.

Le Capital parce qu'il est Capital se fiche comme d'une guigne de l'intérêt des travailleurs comme du pays. Seul compte pour lui la recherche et l'extorsion du profit au prix du pillage des richesses en France et à l'étranger.

La politique militaire de l'impérialisme français présente un double aspect avec une même caractéristique de prédateur international tant en coalition avec l'OTAN pour un nouveau repartage du monde entre puissances impérialistes que seul pour ses propres intérêts dans sa zone d'influence. L'obstacle à l'émancipation des travailleurs de France est double.

En premier lieu, la bourgeoisie monopoliste de notre pays qui est à l'origine de la casse de toutes les conquêtes sociales obtenues par de dures luttes de classes et le système impérialiste qui coalise ses forces pour imposer partout la même politique anti-ouvrière et antisociale d'austérité (UE – Fonds monétaire international, organisation mondiale du commerce, banque Mondiale...).

L'Union Européenne intervient comme un cartel des monopoles et État de chaque pays d'Europe pour coordonner une stratégie unique conforme aux intérêts des grandes sociétés multinationales.

Pour cela, l'UE impérialiste développe sa tendance à violer les souverainetés nationales et populaires.

Lénine a évoqué l'existence de deux nations: bourgeoisie et populaire/prolétarienne dans un même pays.

Le projet du MEDEF comme de certains secteurs monopolistes d'autres pays est de construire des «États-Unis d'Europe» comme le souligne le PRCF. Il y a loin de la coupe aux lèvres, ne serait-ce qu'en raison des contradictions inter-impérialistes.

Pour sa part, le projet de la classe ouvrière et du peuple-travailleur sera d'émanciper le pays en émancipant le travail.

Depuis la victoire du NON au référendum sur le TCE en 2005, en effet les contradictions inter-impérialistes se sont aggravées.

De plus, l'UE est un bloc pas encore une fédération, quand Hollande ou Sarkozy auparavant se rendent dans un pays, ils viennent avec tout le gotha des monopolistes français!

En effet chaque classe capitaliste dans l'UE roule également pour l'intérêt de ses multinationales et devient «européenne» quand les intérêts sont communs.

La politique de l'UE apparaît ainsi pour ce qu'elle est, non comme celle de l'incarnation d'un «idéal européen», mais comme l'application des directives et exigences des grands groupes du Capital financier, rendue obligatoire et légale dans chaque pays par les divers Traités européens.

La violation du NON au référendum de 2005 en France, résultat du putsch institutionnel de l'UMP, du Centre et du PS a eu pour conséquence une désaffection croissante de la majorité des travailleurs vis-à-vis de l'UE.

Les travailleurs doivent agir dans les pays de l'UE, par leurs luttes contre les diktats de Bruxelles et contre l'austérité, pour faire payer sa crise et ses dettes à la bourgeoisie monopoliste dans la perspective de la rupture avec l'UE et du socialisme.

Le mouvement ouvrier doit lutter sur deux fronts pour ce même mobile de classe autour du refus des diktats de l'UE:

a/ contre la tendance du PCF, du Front de Gauche et des organisations trotskistes à soutenir le cadre de l'UE comme lieu des transformations sociales et démocratiques qui range le mouvement populaire sous le drapeau du cartel des États impérialistes d'Europe.

b/ contre la tendance nationaliste qui, déconnectant la lutte anti-UE de la lutte pour le socialisme et l'orientation de classe, peut pousser le mouvement populaire sous le drapeau du social-chauvinisme alors que la colère et la déception vis-à-vis de la réaction et du PS sert de terreau au néo-fascisme du Front national.

III-2) Le «CNR actualisé»: un dogmatisme intemporel

Une tactique communiste est fixée en adaptation aux conditions matérielles de luttes qui ne sont pas transposables sous peine de caricatures dans une situation nouvelle.

La tactique voire stratégie pour le PRCF de se réclamer d'un programme du Conseil national de la Résistance même actualisé, dans des conditions profondément différentes, relève pour nous d'un dogmatisme intemporel.

De plus, la tactique communiste doit être connectée au but final: le socialisme.

Voyons les profondes différences de situation avec les années 40.

1°/ - Dans ces années là, le fascisme menace la liberté et l'indépendance des pays et peuples. La France est occupée, y sévit le régime collaborateur et fasciste de Pétain.

La tâche historique et stratégique est de vaincre le fascisme, de reconquérir la souveraineté et l'intégrité territoriale du pays et ce au moyen de la lutte armée de partisans (FTP) impulsée par le PCF.

Sont alliées au prolétariat, toutes les couches victimes du fascisme y compris certains secteurs bourgeois.

Aujourd'hui, la France n'est pas occupée ni éclatée en zones diverses, la bourgeoisie monopoliste de notre pays est un des piliers du système impérialiste mondial, un des promoteurs de l'UE, un participant actif de l'OTAN, les dirigeants bourgeois (UMP ou sociaux-démocrates français) dirigent plusieurs organismes impérialistes internationaux: FMI, OMC.

L'impérialisme français est donc un oppresseur international des peuples!

Les tâches nationales contemporaines: reconquête d'une pleine souveraineté, droit fondamental à disposer d'une libre voie de développement sont parties prenantes et subordonnées à la lutte contre l'impérialisme et pour le socialisme. C'est-à-dire qu'elles seront résolues par un changement révolutionnaire de mode de production.

L'alternative véritable à l'UE, ce n'est pas une France capitaliste «indépendante», ce qui ne résout pas la tâche historique d'en finir avec le capitalisme en France (ni même ne rapprocherait de cet objectif puisque cela pourrait engendrer «l'union sacrée»), mais bien la Révolution socialiste.

2°/ - Pour l'analyse du PRCF comme pour d'autres courants se réclamant du marxisme, le système impérialiste se réduit à «L'Euro-Atlantisme» c'est-à-dire, au grand Empire US et au petit Empire Germanique en Europe dépendant du premier.

Le terme d'inféodation qui revient souvent sous la plume du PRCF et les références très rares à l'impérialisme français peuvent accréditer l'idée même si le terme n'est pas employé que la France décrite par le PRCF est quasi colonisée ... d'où la surdétermination de la lutte pour la libération nationale pacifique ... curieuse façon de reconquérir son indépendance.

La France confrontée au déclin et à une crise économique profonde, (la responsabilité en incombe pas seulement à «l'Europe» mais surtout à la classe capitaliste française), contrecarre ses faiblesses par une agressivité guerrière pour tenter de river le clou à son rival allemand.

La politique internationale de la France est la plus agressive et belliqueuse en Europe avec celle de l'impérialisme britannique.

En moins de deux années, Côte-d'Ivoire, Libye, Syrie, Mali ont été agressés directement ou indirectement par l'impérialisme français.

Cela rappelle pour ne jamais minimiser «notre» propre impérialisme.

En effet, depuis la fin du 20^{ème} siècle, la concentration des monopoles s'est accélérée, plusieurs «supermonopoles» français dont Total, Areva, Dassault se situent parmi les plus puissantes multinationales et sont imbriqués au complexe militaro-industriel particulièrement actif en Afrique et qui financent de plus la presse révisionniste du PCF et la Nouvelle Vie Ouvrière (cf. les publicités).

3°/ - Autre différence avec les années 40, à l'époque outre l'exportation des capitaux, les États impérialistes dont la France s'appuyaient avant tout sur un marché national et colonial.

La domination écrasante dans l'après-guerre de l'impérialisme US a poussé les États capitalistes européens à se rapprocher économiquement pour gagner un marché continental et mondial. Ce furent le Marché Commun, la CEE puis l'Union Européenne ... afin de modifier le rapport de forces économique avec les États-Unis.

L'impérialisme français a joué un rôle actif sous De Gaulle dans la constitution d'un cartel européen des États capitalistes développés.

Penser le développement de la France vers un retour au «protectionnisme», au «marché national» ne correspond plus à la réalité objective du système impérialiste mondial où règnent à la fois la concurrence entre monopoles pour éliminer les rivaux, la conquête de nouveaux marchés et l'interdépendance entre chaque État impérialiste.

L'UE n'est pas «imposée» par des gouvernements à la solde de «l'étranger» mais l'outil et l'instrument adéquats forgés pour la réalisation des profits monopolistes à l'échelle européenne et mondiale utilisés par la classe capitaliste française contre la majorité de la population de la France laborieuse.

C'est une structure impérialiste qui exige d'être combattue à partir des positions de classe révolutionnaire dans la perspective du socialisme.

Il faut donc, selon l'URCF, **adopter une tactique et une stratégie qui visent en premier lieu la source des maux dont souffrent les travailleurs: le mode de production capitaliste, sa propriété monopoliste des moyens de production et d'échange, sa dictature de classe nationale et internationale.**

Admettons que dans le cadre du rapport des forces actuel, nous obtenions (comment aujourd'hui?) le retrait de la France de l'UE, a fortiori de l'euro sans rupture avec l'UE, nous serions confrontés au capitalisme national, du moins verbalement car l'interdépendance et les mutations du système capitaliste (globalisation) depuis 1945 auraient vite fait de nous ramener aux réalités du système impérialiste mondial.

Le système resterait entier, car une France «indépendante» mais encore capitaliste ne résoudrait ni la question des aspirations et revendications sociales, ni celle de la libération du joug de l'exploitation, ni celle de l'indépendance véritable du pays, ni celle du nécessaire déploiement internationaliste de luttes contre l'UE.

4°/ - Enfin un rappel historique est nécessaire. Le programme du CNR est le produit de l'équilibre instable entre classes en 1944, du rapport des forces qui faisait que la bourgeoisie demeurait la classe dominante mais qu'elle était sortie de la guerre affaiblie.

Une bonne partie de l'appareil d'État de Vichy s'était ralliée en 1944 à De Gaulle. Toutefois, la bourgeoisie était fragilisée par la politique de «collaboration» de nombreux monopolistes. C'est le débarquement anglo-américain, qui permit en dernière instance de sauver le système capitaliste.

Quant à la classe ouvrière, ses positions étaient fortes et solides. Le PCF qui le premier s'était engagé dans la lutte armée visait à construire un large Front uni national sous l'hégémonie du prolétariat.

Ce qui n'a pu être réalisé car les troupes anglo-américaines jouaient le rôle d'alliés de classe de la bourgeoisie monopoliste française.

Dès lors, puisque la guerre mondiale antifasciste n'était pas achevée, tout soulèvement pour renverser, outre le fascisme, le capitalisme aurait signifié la lutte armée contre les anglo-américains, c'est-à-dire, des troupes alliées à l'URSS dans le cadre du Front antifasciste mondial.

Cela serait revenu à favoriser les desseins du fascisme allemand.

Ainsi se vérifiait la thèse de Marx sur la nécessaire subordination des intérêts nationaux d'un prolétariat aux intérêts internationaux du prolétariat mondial dont l'URSS était alors la «brigade de choc».

Cet «équilibre instable» entre classes antagoniques aboutit à un programme de compromis, celui du CNR (même si le PCF pesa de tout son poids sur le contenu de ce programme).

La tactique d'alors tenait compte du rapport des forces et de cet équilibre instable entre les classes qui a duré de 1945 à 1947.

L'impérialisme US a alors exigé et obtenu l'expulsion des ministres PCF du gouvernement, c'était le début de la liquidation du programme démocratique du CNR.

5°/ - Précisons que le programme du CNR a pu se concrétiser dans des circonstances exceptionnelles.

Existaient alors l'URSS qui avait permis la victoire de l'humanité sur la barbarie fasciste, un camp socialiste, la montée du mouvement anticolonial.

Il est indéniable que la formation du camp socialiste a obligé la classe capitaliste dans chaque pays à une politique de concessions sociales et démocratiques envers la classe ouvrière et les travailleurs pour empêcher la victoire de la Révolution prolétarienne.

Cette politique de concessions est révolue depuis longtemps, notamment depuis le déclenchement de la crise économique et la contre-révolution bourgeoise en URSS.

Au contraire, le maître mot de la stratégie du Capital dans chaque pays et à l'échelle de l'UE est de détruire pas à pas toutes les conquêtes sociales et démocratiques obtenues par les luttes de classes.

Cela doit nous inciter à combattre les illusions réformistes qui sont apparues vers les années 60 sur le capitalisme et ses prétendues capacités à satisfaire partiellement les besoins.

Reste de cette période des survivances opportunistes sur le capitalisme d'État et sa régulation. D'où l'engouement de certaines organisations communistes pour la Chine contemporaine voire la Russie de Poutine.

Enfin, la référence au programme du CNR actualisé occulte la question de l'impérialisme français.

En 1945-47 (et a fortiori après l'exclusion des ministres communistes) les gouvernements issus de la Libération furent dans l'incapacité de relier leur défense sourcilleuse de l'indépendance de la France au droit à l'autodétermination et à l'indépendance des colonies.

Le massacre de Sétif (8 mai 1945), la répression à Madagascar et l'engagement dans la guerre en Indochine nous rappellent la parole de Marx «Un peuple qui en opprime un autre ne saurait être libre».

III-3) Sur la nature et l'application du Programme CNR «actualisé».

Les auteurs ne sont pas explicites sur la concrétisation de leur programme.

Est-ce un «appel» qui développe la propagande pour une démarche qui vise à rappeler «*les jours heureux*»?

Mais alors pourquoi une organisation communiste juge-t-elle nécessaire l'alliance avec un groupe bourgeois nationaliste et un club keynésien afin de cultiver une certaine nostalgie pour des réformes sociales qui ne peuvent être possibles dans le cadre du capitalisme contemporain?

S'il s'agit d'un appel aux travailleurs pour la réalisation d'un tel programme, l'alliance avec des secteurs bourgeois «patriotiques» permise dans le cadre de «l'équilibre instable» entre les classes, au moment de la victoire sur le fascisme, ne l'est plus à l'heure actuelle où la stratégie marxiste-léniniste est de créer les conditions de la progression du facteur subjectif (Parti-masses) dans la lutte pour la rupture avec l'UE et l'OTAN et pour le socialisme.

De plus, la signature d'un groupe gaulliste à caractère franchement nationaliste bourgeois (et non «républicain patriote» comme euphémise le PRCF) démontre que ce programme de reconquête de l'indépendance nationale se situe dans le cadre du système capitaliste.

C'est donc un programme d'aménagement national et social du capitalisme.

Le programme du CNR «actualisé» se situe dans la fidélité aux thèses du 20^{ème} Congrès du PCUS sur l'étape préalable «ouvrant la voie au socialisme» et comprend un programme de nationalisations des secteurs clés de l'économie et le retrait de l'UE et de l'OTAN.

Mais comment l'appliquer en alliance avec des secteurs défenseurs du capitalisme?

Les mesures à caractère anti-impérialiste comme ce double «retrait» sont proposées sans changement de mode de production, sans rupture avec le capitalisme, en gardant l'impérialisme français même s'il est largement sous-estimé par les rédacteurs.

Donnons la parole aux auteurs de cet appel:

«Pour sauver notre pays, pour le tourner à nouveau vers l'indépendance nationale, le progrès social et la coopération internationale, une solution existe pourtant. C'est celle qui consiste à sortir la France du piège mortel de l'Euro, de l'UE, de l'OTAN pour faire vivre les principes du CNR dans les conditions de notre temps: indépendance nationale, lutte contre le racisme et la xénophobie, coopération fraternelle entre tous les peuples, nationalisation du crédit et des grandes industries monopolisées par l'oligarchie, rôle central du monde du travail dans la vie de la nation, relance de la protection sociale et des services publics, plein-emploi, démocratie participative (...). Associant le patriotisme républicain à un véritable internationalisme, la France doit s'émanciper de cette prison des peuples qu'est l'UE pour échanger avec tous les continents tout en rassemblant sur le territoire français lui-même, les citoyens et les résidents de toutes origines et de toutes sensibilités.

*Sur de telles **bases républicaines** (souligné par nous URCF), on pourra réindustrialiser la France, donner du travail à tous, ouvrir la voie à un développement écologique délivré du tout profit, stopper les guerres menées en notre nom au Proche-Orient et au sud de la Méditerranée, réconcilier la nation française avec sa devise: «liberté, égalité, fraternité».*

Nous sommes au cœur de nos divergences avec le PRCF.

Ainsi dans le cadre du mode de production capitaliste (les monopoles publics n'infirmant pas la nature du régime ce que nous expliquons dans notre campagne pour la nationalisation sans indemnisations des groupes casseurs d'emplois), avec de seules «bases républicaines» on pourrait atteindre le «plein-emploi», gagner «le rôle central du travail dans le pays», assurer la réindustrialisation par un programme commun avec des courants bourgeois.

Nous avons là les marques de l'approche nationale des phénomènes sociaux avec l'idéalisation de la République française (tendance lourde du mouvement ouvrier politique qui ignore de fait la nature de classe de l'État en la confondant avec la forme)!

Idéalisation qui emprunte à la théorie à la mode dans le PCF révisionniste (années 80) de «l'exceptionnalisme français», héritage que l'on peut qualifier de national-républicain.

Nous avons là également les illusions et la nostalgie pour la politique keynésienne du Capital et une sous-estimation de l'ampleur de la crise, du parasitisme et du pourrissement du capitalisme, de la nature de classe et du rôle de l'État des monopoles.

La construction du parti communiste se fait donc ici sur l'idée d'un compromis avec des secteurs défenseurs du capitalisme (Penser la France) pour conduire une politique «patriotique et républicaine» dans le cadre du système d'exploitation.

Les simples rappels du PRCF de temps à autre sur la nécessité de la révolution et du socialisme ne sont pas suffisants puisque l'essentiel du travail politique de nos camarades découle de l'approche nationale.

De plus et c'est un élément décisif, le rapport de forces n'est plus celui du tout de 1945. Le PCF était alors un très grand parti influençant la classe ouvrière et le peuple de France.

Un tel parti a été détruit par des décennies d'opportunisme et de révisionnisme.

Nous sommes au stade où il faut reconstruire le caractère prolétarien de l'organisation communiste comme voie pour faire renaître un authentique parti communiste.

Le Parti à construire ne peut être un parti de plusieurs classes quant à son orientation.

Comment peut-on prétendre modifier le cours de la politique internationale et militaire de l'État capitaliste sans rupture avec ce système?

Penser qu'un gouvernement français «non inféodé» à l'UE puisse, sans renverser le système d'exploitation, mener une politique démocratique et anti-impérialiste, relève de l'utopie réformiste.

Le Programme Commun PCF/PS qui comprenait aussi des mesures démocratiques et même «révolutionnaires» dans ses propositions n'a jamais été appliqué en raison de la nature de classe du PS, parti des monopoles.

Pour la social-démocratie et les partis bourgeois, les propositions sont uniquement le moyen de se faire élire. C'est le système de duperie propre à la «démocratie» capitaliste.

Pour les marxistes, la politique étrangère et militaire d'un État est celle de la classe qui détient le pouvoir d'État!

Ce ne sont pas le gouvernement ou le président fussent-ils élus, qui dirigent mais les grands groupes qui se sont subordonnés l'État et l'UE et fixent les grandes lignes de la politique intérieure, internationale, militaire.

Et à cet égard, le poids des monopoles aujourd'hui est infiniment plus grand qu'en 1945.

Comment dans une France qui reste capitaliste, pourrait-on imposer une autre politique à l'État de l'oligarchie financière, rompre avec les intérêts des multinationales françaises en Afrique, au Moyen-Orient, etc. et prôner une politique de coopération d'égal à égal et de paix?

Dire oui à cela, c'est détacher la politique de guerre de l'impérialisme de sa base sociale capitaliste.

On assiste là à une reprise de la théorie de Bernstein sur la transformation pacifique de la réaction en démocratie, sur la résurgence de la théorie de Kautsky (à propos de l'impérialisme français) sur l'impérialisme pacifié.

Ensuite, si nous sommes confrontés à un réel programme de gouvernement comme l'était le CNR se pose la question de la voie pour le réaliser.

Le programme original du CNR fut permis par le résultat de la lutte armée des FTP-MOI et du débarquement anglo-américain (pour installer les gaullistes au pouvoir) qui chassèrent le gouvernement fasciste de Pétain.

Pour le CNR actualisé, l'appel ne définit pas les moyens à utiliser. La signature d'une organisation gaulliste bourgeoise laisse sous-entendre que c'est par le biais des institutions et élections que pourront se concrétiser les mesures proposées.

Ce qui suppose une recomposition complète tant des forces de droite que de gauche puisque les deux partis gérant la dictature des monopoles UMP et PS et bénéficiant des médias à ce titre devront être battus avec les scrutins à deux tours qui favorisent pourtant les coalitions autour des deux partis dominants au service du Capital.

Sans bataille pour transformer les institutions, abroger la Constitution réactionnaire actuelle, une victoire électorale de forces progressistes est rendue impossible, or les gaullistes signataires de l'Appel défendent la V^{ème} république!

Ces appels unitaires avec des courants bourgeois entraînent vers des concessions de principe d'un point de vue marxiste.

La question de la nature de classe de l'État est complètement occultée.

Le PRCF se range même à l'opinion qu'on pourrait rompre avec l'UE, l'OTAN dans le cadre de la domination des monopoles sans briser l'appareil d'État.

Comment cette politique «républicaine et patriotique» pourrait permettre ensuite de poser la question du socialisme alors que durant des décennies, le PRCF aura éduqué sur cet objectif d'étape?

Le PRCF contourne le problème en appelant à une véritable union nationale de tous les patriotes (surdétermination nationale sur l'approche de classe). *«Pour cela, les forces franchement progressistes patriotiques et internationalistes doivent s'unir».*

Quelles sont «ces forces progressistes» outre les signataires?

«Les républicains fidèles à Valmy et à Jean Moulin, les syndicalistes respectueux de leurs revendications, les socialistes dignes de l'héritage patriotique et internationaliste de Jaurès, les communistes qui continuent le combat de la Commune et des Francs-Tireurs et Partisans (FTPF – FTP – MOI), les gaullistes fidèles à l'esprit du 18 juin 1940, les chrétiens laïques héritiers d'Estienne d'Orves, les amis de la paix qui refusent que le nom français serve à couvrir des guerres pour la domination, sans oublier les résidents étrangers qui ont au cœur la Révolution française et le combat de Manouchian».

Cette tactique porte un nom, c'est celle du Front National Uni envisagée par l'Internationale communiste dans les pays colonisés.

Il s'agit d'une alliance entre la bourgeoisie (ici les républicains, des gaullistes et même des socialistes contemporains), les couches moyennes et la classe ouvrière.

Dans un État impérialiste comme le nôtre le concept de «bourgeoisie nationale» victime du pillage impérialiste est totalement inopérant puisque nous ne sommes ni colonisés, ni occupés.

On ne peut céder à l'idéalisme et penser que la patrie et le sentiment national sont plus forts pour la classe capitaliste, que ses conditions matérielles d'existence.

Là aussi réside l'approche nationale prioritaire du PRCF qui estime qu'aujourd'hui on peut fédérer y compris des secteurs bourgeois dans une sorte d'Union nationale (socialistes, gaullistes, républicains, syndicalistes, chrétiens laïcs, communistes) contre une poignée de traîtres à la patrie.

Un exploiteur reste un exploiteur, patriote ou pas!

En effet, dans le sillage des monopoles, nombre de PME ont un marché européen voire mondial. C'est là aussi une des mutations du capitalisme depuis 1945.

Le Front National Uni dans les pays dominés implique l'alliance avec certains secteurs bourgeois et donc à ce stade de ne viser que les monopoles et entreprises étrangères.

C'est d'ailleurs pourquoi l'appel pour un «CNR actualisé» fait référence à l'ALBA et à l'Amérique latine.

Mais la France, à la différence des pays d'Amérique latine est un pays oppresseur, une puissance impérialiste!

Pour l'URCF, si nous devons tactiquement arracher certaines couches non monopolistes à l'influence de l'oligarchie financière, l'objectif est de développer aujourd'hui le facteur subjectif (construction du Parti, conscientisation révolutionnaire de la classe ouvrière et des masses) pour construire le Parti orientant le processus révolutionnaire de luttes qui conduira à la révolution prolétarienne, au pouvoir de la classe ouvrière et de ses alliés, à l'édification du socialisme.

L'accusation habituelle de «sectarisme» à l'encontre de l'URCF porte sur sa prétendue conception pratique du «solo funèbre» ouvriériste condamné à juste titre par Marx, nos accusateurs (PRCF, RCC) nous accusant de «refuser les alliances de classe».

Quel est le degré de développement du mouvement communiste en France?

À cela nos détracteurs ne répondent pas ou font comme si le Parti communiste de type léniniste avait été refondé (sans doute pensent-ils que leur groupe est de fait le Parti!)

Qui conduira ce programme du CNR?

Le PRCF?

Mais c'est une petite organisation encore (comme l'URCF et les autres groupes), comment peut-il se comparer au PCF de 1945?

Cela signifie-t-il que le PRCF sera le parti reconstruit plus tard?

Mais alors comment avec des alliances avec des secteurs bourgeois capitalistes pourra-t-il développer l'idéologie révolutionnaire prolétarienne d'un vrai parti communiste?

Au stade actuel, **la priorité est la construction et la création d'un véritable parti Communiste, ce qui passe (ce que refusent les autres groupes pour l'instant), par un Front uni dans l'action de toutes les organisations communistes, centré prioritairement mais pas exclusivement autour des revendications de la classe fondamentale antagonique: le prolétariat.**

Pas seulement avec le traditionnel «soutien aux luttes», nécessaire mais insuffisant, mais autour des mots d'ordre politiques d'avant-garde des communistes comme la nationalisation des monopoles casseurs d'emplois, sans indemnisation et avec contrôle ouvrier.

Sur cette base, l'URCF a acquis une expérience certaine, en étendant la solidarité avec les travailleurs licenciés à toutes les catégories de la population qui seront touchées de manière induite par la fermeture d'un site ou d'une entreprise: petits commerçants, employés des grands magasins, salariés des services publics locaux, etc.

Nous poserons d'autant mieux les alliances de classe nécessaires et la nécessaire hégémonie du prolétariat sur les masses populaires, si nous avançons dans l'unité d'action des groupes marxistes-léninistes et sur cette base dans la renaissance du Parti.

Ce Front a une toute autre signification que la subordination au Front de gauche pour toucher les «larges masses» ou un appel avec une formation bourgeoise et un groupe réformiste, dits patriotique et républicaine.

Le Front que nous voulons forger revêt un **caractère anti-monopoliste** dont le noyau doit être constitué par l'unité de combat du prolétariat et des autres couches populaires, des intellectuels progressistes.

Ne leurrons personne sur les forces réelles du mouvement communiste de France, cette tâche longue et complexe mais fondamentale prendra davantage d'ampleur avec la fondation du Parti communiste de France.

En attendant la fondation du Parti, l'URCF avance la nécessité d'un **bloc rouge des groupes communistes** unis dans la lutte contre le Capital et refusant les alliances tant avec les partis bourgeois que sociaux-réformistes et sociaux-démocrates.

Est-il plus difficile de s'unir entre groupes communistes qu'avec les gaullistes ou le Front de gauche?

Autre divergence. Le PRCF avec son programme unitaire de CNR présente donc une stratégie en deux étapes.

D'abord la «*Résistance nationale*» avec une «*République sociale, laïque*».

Les communistes engagés dans une reconstruction de type léniniste doivent faire la critique et l'autocritique des théories sur un stade intermédiaire préalable au socialisme théorisé dans les années 60, théories qui en distorsion avec la réalité objective, ont conduit nombre de directions de PC à abandonner finalement toute stratégie révolutionnaire et même le marxisme.

Les communistes doivent œuvrer dès maintenant à expliquer aux larges masses populaires que la racine des maux auxquelles elles sont confrontées se situe dans le mode de production capitaliste et non dans ses conséquences: UE, politique néolibérale, perte de la souveraineté nationale et populaire...

Nous pourrions résoudre les maux dont nous souffrons sous le drapeau du socialisme, avec l'approche marxiste et l'orientation de classe sur l'ensemble des questions.

Pour conquérir une véritable indépendance nationale, autrement que verbale, seul le prolétariat, porteur embryonnaire aujourd'hui de la nation socialiste future, peut dépasser et battre les conceptions bourgeoises nationalistes indissociables du déploiement de l'impérialisme français et développer une conception, fraternelle, internationaliste, révolutionnaire propre à la France socialiste/communiste.

Voici ce qu'écrivait Lénine sur la Commune de Paris, première révolution prolétarienne au monde:

*«L'idée de patriotisme remonte à la grande Révolution du XVIII^{ème} siècle; elle s'empara de l'esprit des socialistes de la Commune, et Blanqui par exemple, révolutionnaire incontestable et adepte fervent du socialisme, ne trouva de titre mieux approprié pour son journal que ce cri bourgeois, **la Patrie en danger!***

La réunion de ces deux objectifs contradictoires - patriotisme et socialisme - constitua l'erreur fatale des socialistes français. Dans le Manifeste de l'Internationale de septembre 1870, Marx mettait déjà le prolétariat français en garde contre un engouement pour l'idée nationale mensongère: de profonds changements se sont produits depuis la grande Révolution, les antagonismes de classe se sont aggravés, et si la lutte contre la réaction de toute l'Europe unissait l'ensemble de la nation révolutionnaire, aujourd'hui par contre, le prolétariat ne peut plus confondre ses intérêts avec ceux d'autres classes, de classes qui lui sont hostiles. Que la bourgeoisie porte la responsabilité de l'humiliation nationale!

L'affaire du prolétariat est de lutter pour affranchir le travail du joug de la bourgeoisie par le socialisme».

(VI Lénine: Les enseignements de la Commune, Œuvres tome 13, pages 499-502)

Les communistes doivent également tenir fermement la théorie marxiste de l'État, il n'y a pas dans les États impérialistes un État intermédiaire entre la dictature du Capital et celle du prolétariat fût-il une «République sociale et laïque»!

Il faut rompre totalement avec la dramatique expérience historique et l'échec des stratégies de «démocratie avancée», de «démocratie anti-monopoliste» qui ont en réalité social-démocratisé les Partis communistes soulignant a posteriori la justesse des enseignements de Marx et Lénine.

III-4) Divergences avec le PRCF sur les alliances.

Partant de la stratégie de lutte révolutionnaire pour le socialisme, autant les communistes doivent œuvrer pour gagner les travailleurs quel que soit leur vote, il n'y a pas d'exclusive à cet égard,

autant nous devons rejeter toute alliance programmatique avec les partis bourgeois et sociaux-démocrates.

Il est nécessaire notamment pour les jeunes générations de faire la clarté sur le gaullisme, sorte de Césarisme à la française.

1°/ - Après la capitulation française en 1940, De Gaulle sut défendre, avec ses qualités personnelles, les secteurs monopolistes ou capitalistes qui refusaient la carte de la collaboration avec l'Allemagne.

La bourgeoisie jouait ainsi la tactique «deux fers au feu». Ce qui a pérennisé le système capitaliste en empêchant le discrédit général de la classe capitaliste.

2°/ - Les gaullistes s'opposèrent à la lutte armée des FTP à l'appel du PCF. Ils misaient sur le débarquement anglo-américain et le ralliement de vichystes au nom de la France.

Leur défense de la souveraineté nationale était subordonnée à la sauvegarde du régime capitaliste, le prouve le projet de Monnet et De Gaulle, en 1942/43 d'une fusion Grande-Bretagne/France!

3°/ - Les gaullistes purent prendre la tête de la Résistance principalement grâce au débarquement anglo-américain. Les ralliements de membres de l'appareil d'État de Vichy signifiaient le ralliement de l'écrasante majorité de la classe capitaliste à De Gaulle. C'est là une des raisons de la faible épuration à la Libération des éléments fascistes de l'appareil d'État dont Papon est l'exemple.

4°/ - Le PCF eut raison dans les conditions de l'époque de prôner un Front uni de la Résistance y compris avec les gaullistes.

Le PCF le fit correctement sans créer d'illusions sur ses alliés bourgeois, en agissant pour le Front uni (et même la fusion, ce qui n'était pas juste) des partis ouvriers PCF/SFIO, comme contrepoids à la résistance bourgeoise.

Les espoirs sur une alliance avec la social-démocratie furent vite déçus puisqu'elle devint le principal relais de l'impérialisme américain, signe de son intégration définitive au système impérialiste mondial.

5°/ - Au gouvernement, les gaullistes et les sociaux-démocrates agirent pour empêcher l'application de l'intégralité du programme du CNR.

6°/ - Après sa démission du gouvernement, en raison du «régime des Partis», par le célèbre discours de Bayeux, De Gaulle devint le chef de file de l'anticommunisme.

Il créa un Parti le RPF (Rassemblement du Peuple Français) que le PCF qualifiait de «fasciste». (Cf. *Cahier du communisme* – Février 1952), en raison de sa démagogie nationale et sociale, de sa revendication d'un «*État fort et corporatiste*», de la «*participation*» et des «*actions boursières pour les ouvriers*».

7°/ - De Gaulle revint au pouvoir par un véritable coup d'État en 1958.

Le PCF de Thorez et Duclos eut raison de mobiliser les travailleurs et les démocrates contre le danger fasciste.

Les manifestations et actions du PCF empêchèrent l'instauration d'une dictature terroriste. Les «ultras» se désolidarisèrent de la politique algérienne gaulliste, en tant que partisans de la continuité de l'Algérie française.

8°/ - De Gaulle qui fut le dirigeant le plus capable de la bourgeoisie au 20^{ème} siècle comprit très vite que la colonisation ne pouvait continuer comme avant, notamment en raison de la victoire de la résistance algérienne, il œuvra à une restructuration de l'impérialisme français en reconnaissant l'indépendance de l'Algérie et des États d'Afrique noire; ce fut une politique de semi-colonialisme: indépendance formelle mais totale dépendance économique (sauf l'Algérie et la Guinée).

Ainsi s'instaurait la «Françafrique».

De Gaulle orienta aussi l'impérialisme français vers la construction européenne, en alliance privilégiée avec l'Allemagne, à l'époque l'hégémonie revenant à la France puisqu'elle était la seule puissance nucléaire du Marché Commun et qu'économiquement elle faisait jeu égal avec l'Allemagne.

9°/ - De Gaulle instaura une nouvelle Constitution réactionnaire sur toute la ligne.

Le PCF eut raison de dénoncer le «pouvoir personnel» (président de la République élu au suffrage universel) et de voter NON à cette Constitution adoptée grâce à l'alliance entre sociaux-démocrates et gaullistes.

Cette Constitution visait à empêcher les communistes d'accéder au gouvernement en les obligeant (deux tours obligent) à une alliance avec la social-démocratie sur fonds d'anticommunisme virulent, De Gaulle assurait ainsi la pérennité de son régime.

10°/ - Le PCF vit certains secteurs et dirigeants tomber dans l'approche nationale des phénomènes politiques et sociaux au début des années 60.

Avant même que la France ferme les bases américaines, quitte l'OTAN mais pas le Pacte Atlantique (dans le cadre de la politique de l'impérialisme français et de la détention de l'arme nucléaire); certains dirigeants réclamaient plus de modération vis-à-vis du régime gaulliste et certains qualifiaient même la politique étrangère gaulliste de «progressiste» en lien avec la majorité khrouchtchevienne du PCUS.

Thorez mena son dernier grand combat idéologique contre le courant nationaliste que l'on peut qualifier de gaullo-communiste.

Des dirigeants importants comme Laurent Casanova, Marcel Servin, Maurice Kriegel-Valrimont furent démis de leurs responsabilités (tout en reconnaissant leurs mérites passés dans la Résistance). Jean Kanapa qui jouera un grand rôle dans l'eurocommunisme appartenait à ce courant.

11°/ - La réaction gaulliste conduisit, sous la direction du président De Gaulle, une dure politique ouvrière et antisociale accélérant le détricotage des conquêtes sociales et démocratiques de la Libération, opéré dès 1947.

Ce furent les fermetures des mines, les ordonnances sur la Sécurité sociale (1967) qui ne garantissaient plus le remboursement intégral des soins et médicaments, la répression brutale contre le mouvement gréviste et l'utilisation de briseurs de grève grâce au concours de l'armée (transports).

La colère et le mécontentement latents éclatèrent brutalement en mai 1968 avec la révolte étudiante et la plus grande grève générale de tous les temps avec 9 millions de grévistes durant 6 semaines!

Ce fut le premier grand affrontement de classe contre le pouvoir des monopoles!

De Gaulle prit alors contact avec l'OTAN et l'État-major français pour briser conjointement tout soulèvement populaire!

Pour tous ces facteurs, on comprend d'autant moins les ambiguïtés et même la conciliation de certains communistes avec le courant réactionnaire français incarné par le gaullisme!

Le lecteur comprendra aisément les dangers pour le MCF de s'allier à de tels courants bourgeois, sous couvert de succès éphémères et de signatures «larges» aux appels, cela occulte la perception de l'antagonisme avec le Capital en France et dans l'UE.

Le combat contre l'UE et pour la rupture et pas simplement le retrait comme nous le disions à tort dans le passé est indissociable du combat pour le socialisme, combat national mais aussi international.

C'est même un des axes transitoires décisifs à la révolution socialiste dans un ou quelques pays puisque la situation économique des pays du sud de l'Europe tend à se rapprocher.

Les meetings et rencontres internationales (de Madrid et Rome) avec le Parti communiste de Grèce (KKE), le Parti communiste des Peuples d'Espagne (PCPE), le Parti Communiste d'Italie (gauche communiste), le PRCF et l'URCF traduisent la nécessité en partant de l'intérêt commun des classes

ouvrières et peuples-travailleurs du déploiement de l'internationalisme prolétarien dans le combat pour la désagrégation de l'UE impérialiste associé au combat pour renverser le capitalisme.

IV) – Nos divergences avec le RCC (Rassemblement des Cercles Communistes)

Le RCC est issu d'une scission de la Coordination communiste. Toutefois le Cercle Barbusse avait une existence antérieure.

Officiellement engagé dans ce qu'il appelle la «reconstruction communiste», après son départ/scission de la Coordination communiste (actuelle URCF) en décembre 2001, le RCC a tenté rapidement de mener le combat sous l'angle du «*un pied dedans, un pied dehors*» vis-à-vis du PCF.

Ce qui signifie une organisation extérieure mais le travail interne et des liens avec le PCF et même des cadres opportunistes du Parti.

Ce fut le soutien à l'opposition de gauche au «*grand bolchevik*» Georges Hage, à Rolande Perlican «*premier violon de la reconstruction*», au syndicaliste Hoareau qui défendait la direction CGT contre Roger Nadaud le fondateur de Continuer La CGT, etc.

Puis à partir de 2004, le rapprochement avec la direction du PCF en appelant à voter Marie-George Buffet à l'élection présidentielle avec des arguments «gauche» qu'aime employer cette organisation.

Le PCF serait porteur de «*survivances du bolchevisme*», fort de cette déclaration péremptoire non argumentée scientifiquement, le RCC a apporté son soutien non seulement à l'opposition interne mais au groupe dirigeant révisionniste comme Bocquet député local du Nord et même on a vu la candidature de membres du RCC sous l'étiquette PCF ou Front de gauche sur le thème «*L'humain d'abord*».

Cette organisation reflète le penchant centriste de type kautskiste qui influence nombre d'organisations, l'incapacité à s'engager dans la rupture organisationnelle avec le révisionnisme quand ce dernier parvient à liquider le parti de type nouveau léniniste.

IV-1) Sophistique ou dialectique?

Toutes les citations du RCC sont extraites du texte théorique: «*Pour renverser la nouvelle bastille qu'est le capitalisme, il faut forger le front de gauche populaire et le Parti communiste*».

Voyons les habituels grands écarts où formulations justes côtoient des réponses à caractère opportuniste, ce qui est l'une des caractéristiques de cette organisation.

Prenons l'analyse du système mondial impérialiste et de sa crise.

«*Le libéralisme et l'ultra-libéralisme ne caractérisent pas un système économique mais une politique économique au sein du capitalisme*».

C'est juste mais pourtant le RCC membre du Front de gauche écrit soutenir:

«*Le programme antilibéral (du Front de gauche) pour faire émerger une alternative électorale antilibérale (...) à l'hégémonie des partis du bipartisme bourgeois*».

En somme si l'on comprend bien, le RCC qui juge que le libéralisme est l'une des politiques du Capital se prononce en tant qu'organisation se réclamant du marxisme-léninisme pour une politique antilibérale dans le cadre des rapports de production capitalistes, pour une étape de développement capitaliste antilibérale pour poser la question du socialisme.

Mauvais procès?

Citons le RCC.

«*Ainsi l'existence du socialisme réel des pays de l'Est, des luttes de libération nationale et de la lutte des travailleurs dans les pays du Nord ont conduit les classes dominantes à adopter le keynésianisme pendant les "trente glorieuses"*».

«De même la disparition de ces pays et les conséquences négatives en chaîne sur les luttes de libération nationale et sur les luttes de classes dans chacun des États ont conduit à l'abandon du keynésianisme et à l'adoption du monétarisme c'est-à-dire du libéralisme».

Cette vision est mécanique.

La réalité est plus complexe. Avec le développement de la crise générale du système capitaliste (financière, crise de surproduction, baisse tendancielle du taux de profit, contradiction entre les forces productives de plus en plus sociales et les rapports de production d'exploitation), la bourgeoisie monopoliste, après l'échec des méthodes keynésiennes pour enrayer la crise, s'est tournée vers une politique de déréglementation généralisée, de privatisations, d'austérité et de liquidation des conquêtes sociales, fruit des luttes ouvrières et populaires et non du choix de gestion capitaliste keynésien.

Le monétarisme s'est appliqué bien avant les reculs observés dans le rapport des forces mondiales et avant la contre-révolution bourgeoise en URSS.

Cette politique s'est initiée dans les années 70/80, en Grande-Bretagne sous Thatcher, aux États-Unis sous Reagan et avant en terrain d'expérimentation au Chili avec le coup d'État fasciste de Pinochet.

Puis aussitôt, montrant justement les limites de l'antilibéralisme, le RCC déclare: *«Si le système économique mondial est caractérisé comme capitaliste alors la solution doit logiquement être recherchée dans l'abolition de ce dernier».*

C'est la position de l'URCF.

Poursuivons avec le RCC. *«Si au contraire c'est son aspect libéral qui est mis en avant alors l'idée d'une possible correction du capitalisme par une réglementation s'impose. Nous parlons d'idéalisme dans la mesure où une telle correction n'est pas possible».*

Après ce juste énoncé on ne comprend pas le ralliement du RCC à la bannière antilibérale mais le fantôme de Kautsky surgit: *«une telle correction n'est pas possible, **n'est plus possible**»* (souligné par nous).

«Pour qu'elle le soit à nouveau, il faudrait recréer une situation de rupture à l'instar de la Révolution d'Octobre 1917 d'un ou de plusieurs pays avec le capitalisme, rupture suffisamment importante pour qu'elle puisse influencer sur les décisions des classes dominantes des autres pays restés capitalistes. Autrement dit, la condition de possibilité du keynésianisme est justement de combattre le capitalisme et de faire céder dans plusieurs maillons du système capitaliste mondial».

L'éclectisme est ici criant, après avoir souligné la nécessité mais l'impossibilité actuelle d'aménager le capitalisme, ce que le RCC appelle correction, on nous explique que seule la Révolution socialiste victorieuse est la condition des réformes «keynésiennes» dans les États restés capitalistes.

N'est-ce pas un discours à géométrie variable?

Révolution dans certains pays comme condition des réformes dans les autres!

Le keynésianisme devient ici une alternative capitaliste souhaitable dans le cadre du système d'exploitation.

Dans sa recherche d'alliance critique avec les sociaux-réformistes «keynésiens», «l'anticapitalisme» va donc concilier avec le réformisme!

Au contraire, la victoire de la Révolution prolétarienne dans un ou plusieurs pays aura un effet de réarmement du mouvement ouvrier communiste, de contagion révolutionnaire, de défaite majeure de l'opportunisme.

La recherche d'un compromis avec le Capital moyennant des réformes sociales est un pas à droite vers la conciliation avec le capitalisme.

C'est en cela que la démarche anti-monopoliste du RCC n'a pas de rigueur et même de crédibilité puisque les citations censées le démarquer du simple antilibéralisme entrent en contradiction avec la pratique de ce groupe.

Le RCC ne parvient pas à rompre avec l'héritage opportuniste du MCI des années 60 avec la tendance des partis communistes à subordonner leur action au réformisme a fortiori quand ce dernier est hégémonique:

«Telle était notre critique pertinente des limites des tenants altermondialistes dans leur opposition justifiée au libéralisme triomphant, critique qui nous a permis de fixer nos tâches vis-à-vis de ce mouvement des masses petites-bourgeoises peu à peu rejoint par une fraction active et militante du mouvement ouvrier.»

L'URCF a un tout autre point de vue dont découle une autre tactique.

Nous agissons pour que le mouvement ouvrier se dote d'une stratégie anticapitaliste dès maintenant sans un détour qui est l'expression de la conscience réformiste petite-bourgeoise qui s'attaque à certaines conséquences sans les rallier à la source et à la cause de tous les maux: le système capitaliste d'oppressions multiples et d'exploitation.

L'idée de «ralliement» du mouvement ouvrier «aux masses petites-bourgeoises» exprime bien ce courant de subordination au social-réformisme.

Le prolétariat n'a pas vocation à constituer une force d'appoint.

Nous entendons les cris sur le «sectarisme de l'URCF», sa «politique de groupuscule» ... mais on ne camoufle pas les faiblesses du MCF et donc de l'URCF et des autres organisations en se rangeant sous la bannière de l'opportunisme et du réformisme.

Est-ce que l'URCF «par son culte de l'isolement» renonce aux masses petites-bourgeoises?

Non, le **Front uni se construit à la base** et nous y diffusons nos vues sur la nécessité de cibler stratégiquement le capitalisme en direction aussi des «masses petites-bourgeoises» et des couches moyennes mais en travaillant **prioritairement dans la classe ouvrière**.

Car c'est d'elle et d'elle seule que viendra la conscientisation et la radicalisation des larges masses populaires.

Rejoindre comme le RCC, le Front de gauche pour forger une aile anticapitaliste en son sein se traduit de fait, hormis les rappels rhétoriques par le seul combat antilibéral.

«Si le PCF, le Parti de gauche, le Parti communiste des ouvriers de France, la FAGE (écologistes), la Gauche unitaire (trotskistes), le RCC, etc. ont mené ensemble campagne sur le programme antilibéral du Front de gauche pour faire émerger une nouvelle alternative électorale antilibérale à l'UMP/PS ou "droite/gauche", les organisations trotskistes (LO, NPA, POI) ont joué encore une fois cavaliers seuls et des organisations de la reconstruction communiste (PRCF, URCF) ont boycotté le premier tour».

D'un côté, dans les textes théoriques, le RCC critique les limites du seul antilibéralisme, en pratique, il défend le programme antilibéral et appelle implicitement les différentes organisations trotskistes et communistes à rejoindre les tenants de l'antilibéralisme!

«La victoire du NON au Traité constitutionnel européen a été le tournant décisif dans le processus du rejet du consensus bourgeois et l'émergence du Front de gauche en est le prolongement, le moyen et la forme électorale du moment».

La victoire du NON au référendum sur le TCE a revêtu une grande importance, elle a armé les masses dans les luttes extraparlémentaires, victorieuses pour gagner le retrait du CPE (précarité aggravée) mais pas supprimer la précarité mais au contraire défaits lors du grand mouvement contre la liquidation de la retraite à 60 ans.

Les «55% du NON» reflètent une réalité très hétérogène. L'analyse marxiste part de la réalité objective et non de ses rêves ou souhaits.

Le camp du NON regroupait trois courants opposés et antagoniques même mais unis objectivement dans le NON au TCE.

a)- le NON des fascistes s'inscrivait dans une conception ethnique de la nation, dans le rejet des migrations «menaçant l'identité nationale», la fixation sur des boucs-émissaires (les Arabes et

les Africains), la «défense des frontières», «le protectionnisme», le NON réactionnaire et chauvin qui rêve d'une «Europe des nations» sous l'hégémonie de l'impérialisme français.

b)- le NON exprimé par le PCF, les socialistes minoritaires (Fabius, Mélenchon), les trotskistes qui souhaitaient (c'est toujours le cas) une «Europe autrement», une «Europe sociale» dans le cadre de l'Union européenne impérialiste.

C'est là une politique d'aménagement mais aussi d'accompagnement et d'intégration à la stratégie du cartel des États impérialistes d'Europe via le Parti de la gauche européenne (PCF, Front de gauche actuel).

c)- Le troisième courant était celui, avec des nuances entre ses tenants, des opposants à l'Union européenne, les plus radicaux se battant pour la rupture avec le bloc impérialiste en liant cette rupture à la nécessité de renverser le capitalisme et d'instaurer le socialisme.

C'est le courant anti-impérialiste dont le noyau était composé des organisations communistes: PCOF, PRCF, RCC, CNU, URCF qui surent à l'époque forger un Front uni de combat, le temps du référendum.

Front uni qui sera vite brisé, puisque les uns cherchaient le rapprochement avec la sphère euro-constructive de «l'Europe autrement» (PCOF, RCC), d'autres l'approche nationale en regroupant les «patriotes républicains» (PRCF).

Il est donc hâtif de parler d'un large camp du NON antilibéral. Le score aux élections présidentielles plutôt remarquable du candidat antilibéral Mélenchon de 11% montre aussi les limites actuelles, d'autant que le Front de gauche est bon gré, mal gré, allié électoralement au PS et que ses solutions relèvent de la réforme de l'UE.

Ceci étant, soyons francs, l'aile anticapitaliste du Front de gauche antilibéral a été inaudible et «dynamique électorale obligée» a accompagné le seul antilibéralisme, avec des mots d'ordre illusoires, Cf. Éditorial de «*Chantiers*» organe du RCC sur «Avec le Front de gauche contre les profits».

De plus révisant les enseignements de Dimitrov et du VII^{ème} Congrès de l'Internationale communiste sur la nécessaire unité de la classe ouvrière (Front unique prolétarien) comme base et ciment du large Front populaire contre le fascisme, le RCC appelle à se ranger de fait derrière la petite-bourgeoisie.

«Cet accouplement (père: altermondialisme, mère: le NON au référendum sur le TCE) a produit le Front de gauche comme expression politique de la rébellion des masses populaires (ouvriers, employés, paysans) encore dominées par les couches sociales en voie de paupérisation et de déclassement que sont la petite-bourgeoisie, l'intelligentsia précarisée, les professions libérales et l'aristocratie ouvrière».

Nous avons là les limites de la conception «étapiste» dans les États impérialistes, d'abord l'étape antilibérale sous la direction de la petite-bourgeoisie, ensuite (comment? C'est la question cardinale) l'étape socialiste sous la direction du prolétariat.

Cette démarche sophistiquée et non dialectique reprend également sous une autre forme, la théorie opportuniste de Bernstein sur l'accumulation de réformes assurant le passage au socialisme. De plus, cette démarche place tout de suite le prolétariat en force d'appoint de la petite-bourgeoisie et de l'aristocratie ouvrière (même «paupérisée»).

Conséquence politique, le PCF révisionniste, principale force du Front de gauche devient le pivot du camp antilibéral!

Cela entre en contradiction avec les constatations critiques sur le PCF dans ce même texte du RCC: *«Les résultats en ont été la participation du PCF au gouvernement (...). La répétition du «socialisme ministériel» du 19^{ème} siècle a servi à ramener le PCF jadis glorieux «Parti des fusillés» aux travaux pratiques de la collaboration de classes en 1981 et 1997 avec le gouvernement de «gauche plurielle» devenu «gauche plus rien».*

Magnifique illustration du centrisme qui tente (en vain) de réconcilier ce qui est inconciliable: le communisme et l'opportunisme.

Alors que précisément le RCC ne manque jamais de dénoncer «l'impatience» de l'URCF, parce que nous refusons de nous ranger derrière la bannière de Front de gauche (n'est-ce pas une plus grande manifestation d'impatience que de se ranger derrière ses gros bataillons électoraux?), le RCC pratique le suivisme et le culte de la spontanéité.

L'URCF a pour position dès maintenant (et nous l'accomplissons) de travailler à renforcer le facteur subjectif (construction du Parti communiste, classe ouvrière, masses) sur la nécessité de la compréhension d'abattre le capitalisme, sur la nécessité du socialisme comme seule alternative progressiste et populaire au capitalisme, à partir des revendications et aspirations des travailleurs.

Loin d'être la marque d'une quelconque «impatience», cette tâche exige un travail long, opiniâtre, persévérant en direction des usines (de l'intérieur et de l'extérieur) pour que se dégage une avant-garde prolétarienne.

Dans ce combat, loin de prendre appui sur la bureaucratie et l'aristocratie ouvrières, nous combattons ses vues de compromis et de collaboration avec le Capital, de défense de l'impérialisme français et de l'UE.

C'est pour cela que l'URCF, loin de se diluer dans le mouvement du Front de gauche avec ses illusions réformistes, travaille à un bloc rouge des organisations communistes comme noyau prolétarien qui, à partir de son travail anticapitaliste, pourra demain organiser le Front anti-monopoliste de toutes les victimes de la crise.

Et dans l'attente de ce bloc rouge, l'URCF réalise cette mission.

La théorie des deux étapes dans un État impérialiste aboutit à cette absurdité:

D'abord un gouvernement avec les secteurs bourgeois patriotiques pour poser la question du socialisme (PRCF) ou d'abord un gouvernement antilibéral (social-réformiste) pour passer à l'étape révolutionnaire, c'est-à-dire, se placer dans la perspective d'un capitalisme national aménagé sous couvert de «keynésianisme».

La réforme n'est plus ici le produit accessoire de la révolution (Lénine) mais une fin en soi.

Enfin pour le RCC, toujours sensible aux leçons historiques, il sait comme nous que le parti bolchevik sous la direction de Lénine prônait une révolution en deux étapes en raison du tsarisme, des survivances féodales, du problème des nationalités, de la question de la guerre impérialiste, du degré de développement capitaliste.

Le parti bolchevik avait pour stratégie la révolution démocratique-révolutionnaire pour instaurer une dictature démocratique de la classe ouvrière et de la paysannerie sous la direction du prolétariat travaillant à la transformation de la révolution démocratique en révolution socialiste.

Cela impliquait l'hégémonie du parti bolchevik à la tête des forces révolutionnaires y compris dans la première étape de la révolution.

L'histoire en a voulu autrement, les partis opportunistes petits-bourgeois ont été placés à la tête de la Révolution démocratique incomplète de février 17. Le parti bolchevik et le prolétariat triompheront dans la préparation de la révolution socialiste d'octobre.

Mais jamais avant février 17, le parti bolchevik n'a théorisé sur le soutien et la participation à un gouvernement menchevik pour conduire la révolution démocratique parce que les mencheviks étaient porteurs du développement capitaliste de la Russie.

IV-2) Sur l'Europe, la Grèce et le KKE

Donnons la parole au RCC.

«Les vieilles démocraties bourgeoises comme la France et les pays de l'UE ont mis en place un bipolarisme droite/gauche superstructure politique de l'économie et de la société de consommation

à crédit qui a semé l'illusion d'un capitalisme individualisé à visage humain avec l'aide du réformisme à visage humain».

Sans partager toutes les formules davantage sociologiques que marxistes puisque marquées par l'idéologie antilibérale, nous sommes d'accord avec l'analyse du réformisme comme vecteur de la défense du système capitaliste et comme applicateur de cette même politique. Mais voilà, le Front de gauche avec ses propositions sociales dans le cadre des rapports de production actuelles, sa revendication de «partage des richesses» n'est-il pas aussi vecteur en dernière instance de la défense du capitalisme et de l'UE?

Si bien sûr!

«La victoire du NON au TCE a été le tournant décisif dans le projet de rejet du consensus bourgeois» écrit le RCC.

Il y a surestimation de la signification de la victoire du NON dont nous avons souligné le caractère hétérogène. Rappelons les circonstances en 2005, les deux partis piliers de la dictature des monopoles, la réaction UMP et la social-démocratie (PS) voulaient relancer le consensus autour du système de représentation politique issu de la V^{ème} République gaulliste en crise.

En effet en 2002, le second tour des présidentielles avait vu le candidat de la réaction opposé au candidat fasciste. UMP et PS se rangèrent à la nécessité d'un référendum sur le Traité constitutionnel européen (TCE).

Les instituts de sondage prévoyaient une victoire écrasante du OUI à plus de 80%. Ces calculs allaient se heurter au refus général du camp du NON (avec son hétérogénéité) de l'austérité, de la casse des acquis sociaux mis en œuvre par l'UE et les gouvernements dans chaque pays, du refus de «plus d'Europe».

C'est bien mais on ne peut parler de rupture avec le consensus bourgeois, ce qui impliquerait une situation pré-révolutionnaire ou d'offensive du mouvement ouvrier.

Nous pouvons citer deux preuves à nos propos:

a)- Le putsch institutionnel conduit par l'UMP et le PS en ratifiant au Parlement la nouvelle mouture du TCE, comme tout putsch, ça passe ou ça casse. Le coup de force est passé.

b)- Les élections présidentielles suivantes (2012) ont remis en selle «l'affrontement» UMP/PS typique de la V^{ème} République avec l'alternative droite/gauche.

Le consensus (en crise toutefois) autour du système a été maintenu bon gré mal gré, même si la politique antisociale, anti-ouvrière, l'engagement dans les guerres impérialistes de la social-démocratie ouvre une nouvelle crise de la représentation politique bourgeoise.

Toutefois le système de la V^{ème} République est tel que l'alternance pourrait s'effectuer, en 2017 autour d'un bloc uni réactionnaire intégrant l'UMP et le FN (tout ou partie).

Le RCC nous rappelle son engagement contre l'UE impérialiste qui est indéniable. *«Au moment de la constitution du Front de gauche à l'occasion des élections européennes, par exemple, nous avons clairement refusé d'y participer parce que nous avons une opposition de principe à la construction du bloc impérialiste de l'UE et aux institutions qui l'incarnent notamment le Parlement européen».*

D'accord mais qu'est-ce qui a changé dans la ligne du Front de gauche vis-à-vis de l'UE, qui depuis les dernières élections européennes (2009) auraient levé les obstacles non seulement au vote comme il est question ci-dessus mais à l'adhésion même?

D'autant que les positions du Front de gauche membre du PGE sont pourtant décrites ainsi par le RCC:

«Les insuffisances qui sont apparues dans cette formidable espérance nouvelle qui contribue à réarmer le mouvement ouvrier et populaire sur des positions antilibérales résident d'abord dans l'illusion de "l'Europe sociale"».

Relevons l'édulcoration des mots: *«insuffisances, illusions».*

On ne saurait parler «*d'insuffisances*» quand la politique proposée par le Front de gauche de soutien et d'accompagnement de l'UE, conduit à se ranger derrière un axe décisif de la stratégie du Capital, à défendre l'UE en niant son caractère impérialiste; quand les menaces de guerre impérialiste contre un pays se précisent et se concrétisent, le Front de gauche appelle à «*l'ingérence humanitaire*» (Syrie) ou à «*une intervention de l'UE*» (Mali).

C'est une politique de soutien de fait à l'impérialisme, sous couvert de pacifisme.

De plus, les dirigeants du PCF et du Parti de Gauche (Mélenchon) n'ont pas «*d'illusions*» sur l'UE, membres du Parlement européen dans le cadre du Parti de la gauche européenne financé par les instances européennes, ils sont acquis à la construction de l'Europe des États impérialistes et trompent les masses avec la théorie qu'on peut aménager «*socialement*» cette Europe bâtie **par et pour les monopoles!**

Politique d'intégration et d'aménagement de l'UE qui est à l'origine des illusions sur «*l'Europe autrement*».

Le choix du RCC organisation qui se réclame du marxisme-léninisme d'adhérer au Front de gauche concourt à accompagner ces illusions puisqu'il adhère au cadre général et à la stratégie «*antilibérale*».

Le RCC remarque justement: «*La lutte des classes exige l'affrontement du peuple avec la bourgeoisie française intégrée dans la construction du bloc impérialiste de l'UE sous domination du grand Capital allemand (...) pour préserver les conquêtes sociales et démocratiques de la période du PCF cheville ouvrière du programme du CNR et de la victoire de l'URSS contre le fascisme mondial*».

Dans le cas du PRCF, on a l'union avec certains secteurs nationalistes bourgeois pour «*actualiser le programme du CNR*», avec le RCC, on a la lutte contre la bourgeoisie française pour préserver ce même programme du CNR, ce que le RCC appelle dans ce même texte un «*compromis historique entre gaullistes et communistes*».

Nous ne sommes plus dans la même période historique, la politique du PCF de recherche d'un compromis en raison de l'occupation des troupes anglo-américaines et de l'écrasement en cours du fascisme n'implique pas aujourd'hui la recherche d'un compromis avec le Capital même comme tactique.

Le RCC fait un constat juste: affrontement contre la bourgeoisie française mais en tire une conclusion opportuniste.

La lutte contre la bourgeoisie française et l'UE implique une stratégie de lutte pour la révolution socialiste.

Cela passe par l'actuelle bataille défensive pour sauver les emplois, augmenter les salaires, défendre l'un des derniers acquis du CNR, la Sécurité sociale par les grèves et les batailles de classe, reliée aux explications sur notre but final.

L'expérience a montré que les conquêtes sociales ne sont pas durables, lorsque le rapport de forces s'affaiblit, les monopoles et leurs soutiens de droite et de la social-démocratie reprennent ce qu'ils ont du concéder quand le rapport de forces leur était défavorable.

L'exemple grec

Le KKE par son combat pour la défense et le développement de l'identité et la pratique du communisme, a acquis un grand prestige dans les rangs du mouvement communiste international.

Le RCC est dès lors placé devant un dilemme: comment défendre le KKE (sinon on perd toute crédibilité communiste) et en même temps justifier son appartenance au Front de gauche?

Voilà à quelles contorsions se livre le RCC:

«*Nos camarades de la reconstruction communiste qui nous opposent l'exemple du KKE pour dénoncer notre engagement dans le Front de gauche ont des difficultés à comprendre notre accord total avec les critiques idéologiques de nos camarades grecs adressés au Parti de la gauche*

européenne dont la ligne social-démocrate est le fruit de décennies de révisionnisme théorique et pratique, d'abandon du marxisme-léninisme et d'antisoviétisme».

Le centrisme (au sens léniniste) pèse toujours soigneusement ses mots pour maintenir le lien avec la droite opportuniste.

Le KKE ne dresse pas seulement des critiques «*idéologiques*» mais politiques, pratiques, organisationnelles non seulement avec le Parti de la Gauche européenne dirigé par Pierre Laurent mais aussi avec le PCF dont Pierre Laurent est aussi le premier responsable.

L'affrontement n'est pas seulement théorique mais entre deux classes puisque le PGE est le soutien social de l'UE et du Capital, il accompagne de plus l'anticommunisme de type maccarthyste en Europe avec son antistalinisme.

Le RCC ne lève pas l'ambiguïté sur son appartenance au Front de gauche et donc au PGE «Aile gauche anticapitaliste du PGE»?

Mais le KKE n'a jamais prôné l'union et l'appartenance même critiques avec la social-démocratie du PGE.

Poursuivons avec le RCC:

«Non, seulement nous partageons la défense de l'objectif de la révolution socialiste avec nos camarades du KKE, nous soutenons aussi dans LE CONTEXTE DE LA CRISE POLITIQUE ACTUELLE EN GRÈCE (les lettres capitales sont du RCC) leur opposition à Syriza (qui est présentée comme l'équivalent du Front de gauche) et leur refus de participer à tout gouvernement qui refuse d'exiger l'annulation de la soi-disant dette et de sortir de l'euro et de l'UE».

La défense du KKE ne peut ici s'effectuer qu'au prix de contre-vérités.

Le KKE n'évoque pas seulement une «*défense*» de l'objectif de révolution socialiste, mais travaille dès maintenant à développer le facteur subjectif dans la perspective stratégique du socialisme et du pouvoir ouvrier et populaire.

Ensuite, outre que le soutien du RCC au KKE s'exprime à travers la seule situation grecque, le RCC édulcore la position de principe du KKE sur la participation à des gouvernements bourgeois qui se proposent de gérer le capitalisme.

C'est un **refus de principe** puisque les gouvernements d'Union de la gauche ont conduit et conduiront à la trahison des engagements pris devant les électeurs et des intérêts du prolétariat et du peuple-travailleur.

Le refus du KKE de gouverner avec Syriza n'est pas lié seulement à une quelconque «faiblesse» de leur programme mais au refus de l'alliance avec le réformisme.

Le KKE n'est pas un RCC hellène qui pratique des phrases de gauche avec la conciliation avec le réformisme social-démocrate (même rénové type Front de gauche ou Syriza).

La stratégie du KKE n'est pas en soi de «sortir de l'euro et de l'UE», «d'annuler la fausse dette» mais de prôner la lutte pour le socialisme en y intégrant la lutte pour **la rupture** avec l'UE, l'Euro, l'OTAN.

Le KKE est l'adversaire résolu de tout «étapisme» sur le modèle «d'abord l'antilibéralisme ... ensuite le socialisme».

La profession de foi centriste se manifeste dans cette déclaration du RCC:

«Disons le clairement: la direction du PCF et le Parti de gauche font une critique opportuniste de droite du KKE alors que l'URCF, le PRCF et l'opposition interne au PCF contre le Front de gauche tombent dans la déviation de gauche sectaire en présentant hors de tout contexte la politique juste du KKE en Grèce comme un modèle à imiter ici en France».

Le masque tombe, le KKE est réduit à la singularité grecque, est ainsi ignorée la dimension universelle et contemporaine des enseignements théoriques et pratiques du KKE comme d'autres partis comme le Parti communiste ouvrier de Russie (PCOR-PCUS) et de l'aile révolutionnaire du MCI.

Nul ne propose «d'imiter» le KKE mais de tirer les enseignements léninistes des erreurs du passé et des errements de l'opportunisme.

Travail opéré dès 2002 par l'URCF et c'est bien par nos propres recherches et pratiques que nous avons abouti à la même approche que le KKE, le PCOR et d'autres partis. Si «l'opportunisme de droite» (PCF) et «la déviation de gauche sectaire» (URCF, PRCF) sont en apparence mis dos à dos, force est de constater que le RCC préfère l'alliance organique avec le Front de gauche opportuniste et a préféré scissionner les rangs de la Coordination communiste (aujourd'hui URCF).

Les divergences étaient réelles mais empêchaient-elles le travail en commun?

Il semble que oui, puisque le RCC a fait le choix très clair de l'alliance avec le PCF opportuniste-révisionniste et le Front de gauche.

Enfin, le RCC tout en récusant «*le modèle KKE*» (ce que le KKE n'a jamais exigé, c'est une reprise vicieuse des attaques du PCF) va tout de même prôner un exemple, un modèle le «latino-américain».

IV-3) Sur l'approche parlementariste du RCC

Nous avons vu que le RCC prônait en France la nécessité de deux étapes: l'étape antilibérale avec la victoire électorale du Front de gauche et l'étape socialiste avec le «Front populaire de gauche», c'est-à-dire la victoire de «l'aile anticapitaliste du Front de gauche».

Nous rappelons au RCC qu'après la seconde guerre mondiale (Browder du PC des États-Unis, le PC yougoslave sous Tito), et certains autres PC se sont dilués dans les Fronts.

C'est le Parti communiste qui par ses mérites, doit être reconnu comme **force dirigeante** du Front ou de toute alliance populaire.

Front de gauche dont le RCC reconnaît qu'il n'est pas et ne peut pas être «*un espace de rupture avec le capitalisme*».

C'est juste mais l'objectif assigné au Front de gauche par le RCC est «*d'approfondir la rupture avec le PS*», «*de lutter pour que le Front de gauche reste ce qu'il est une force du rassemblement antilibéral de rupture avec le social-libéralisme (...) et de le faire évoluer ensuite vers un véritable Front populaire anticapitaliste*», «*tâche commune de la reconstruction communiste*».

Ce qui signifie: d'abord réaliser l'étape antilibérale avant de construire l'aile anticapitaliste.

Pour l'URCF, la lutte pour fédérer les éléments anticapitalistes commence dès maintenant autour de la nécessité de relier les luttes actuelles à la tâche historique de renverser le capitalisme au moyen de la révolution socialiste.

La crise générale du mode de production capitaliste implique pour les marxistes-léninistes les points suivants:

1/ - gagner les éléments d'avant-garde émergeant des luttes de classes dans les entreprises pour créer les conditions de la refondation d'un Parti communiste de type nouveau léniniste et internationaliste.

2/ - opérer dès maintenant le travail dans les couches populaires victimes des monopoles visant à expliquer et défendre la nécessité du socialisme: les petits paysans (en liant lutte contre les agrariens et l'UE), les intellectuels défenseurs de la culture nationale progressiste contre les idéologues de l'impérialisme (y compris français), les enseignants contre la mainmise patronale sur l'éducation, les démocrates contre la constitution de la V^{ème} République, les partisans de la paix et les peuples frères contre les guerres impérialistes conduites par l'OTAN et l'impérialisme français. Et certains d'ironiser sur «le culte dogmatique de l'isolement de l'URCF».

L'ironie est facile mais le travail communiste pour développer le facteur subjectif de la Révolution socialiste est infiniment plus difficile. Mais c'est la véritable mission du Parti communiste à construire et nous regrettons que des groupes communistes s'en tiennent à la conscientisation sur

une étape préalable «nationale» ou «antilibérale» c'est-à-dire à l'alliance avec des forces de soutien au capitalisme même «autrement».

Le RCC n'explique pas comment l'alliance au sommet avec le réformisme et l'antilibéralisme peut déboucher sur la formation d'une aile anticapitaliste a fortiori de sa victoire après l'expérience électorale.

Au contraire, le Front de gauche dont nous ne nions pas qu'il constitue une espérance pour certains travailleurs représente en même temps un grand danger par les illusions qu'il véhicule.

Par exemple, l'idée que dans le cadre du capitalisme, on peut avoir *«un toit pour tous, l'interdiction des fermetures d'entreprises et des licenciements boursiers, la relocalisation des délocalisés, la protection du petit paysan contre l'agrobusiness, la fin de la marchandisation de la santé, de l'école...»*. Le RCC lui-même voit bien les limites quand il écrit *«tout ceci à partir des positions antilibérales et non anticapitalistes, du «partage des richesses» (autrement dit limiter le taux d'exploitation plutôt que l'endiguer) par la taxation des spéculateurs boursiers et du capital financier»*.

Les mesures avancées électoralement par le Front de gauche sont ou impossibles à réaliser dans le cadre du capitalisme ou seront vite abandonnées avec l'alibi de la conjoncture.

Soit le Front de gauche (FDG) ne parviendra pas aux affaires (ce qui est le plus probable, la dictature du Capital s'appuie sur l'UMP et la social-démocratie) et ses propositions relèvent alors de la démagogie ... et de l'embellissement du capitalisme.

Soit le Front de gauche gagne les élections (sur la base de la faillite de la vieille social-démocratie et de l'émergence d'un nouveau parti social-réformiste dominant: le FDG) mais sans situation révolutionnaire et sans conscientisation des forces populaires sur la nécessité de renverser le capitalisme; la démagogie et les cris de *«guerre à la finance»* pourrait déclencher la riposte violente du Capital et de ses agents et ressembler à la situation chilienne.

Le plus probable comme le Linkspartei en Allemagne est que le Front de gauche se transformera en force gestionnaire loyale du système et poursuivra le travail du PS actuel. C'est là le danger d'une approche gradualiste, parlementariste des phénomènes sociaux fondée sur l'évolution pas à pas, sur l'attentisme (attendons les prochaines élections), sur le primat de fait des luttes électorales en ignorant les mécanismes législatifs, institutionnels de la dictature de classe des monopoles qui obligent les partis communistes ou progressistes à choisir entre l'intégration et le soutien au système ou la répression, la censure et les tentatives de marginalisation.

C'est la raison pour laquelle dès maintenant les communistes doivent travailler à faire passer les tenants de l'antilibéralisme à l'anticapitalisme parce que là l'objectif stratégique sera non pas de limiter les conséquences du capitalisme mais de renverser le système par l'irruption de millions d'hommes et de femmes non pas sur l'arène parlementaire mais dans les luttes de classes.

Fixer sa stratégie sur une étape antilibérale et une victoire parlementaire à nos yeux a pour conséquences:

a/ - de stériliser pendant des années le mouvement populaire dans une impasse (l'attente électorale) qui sèmera désillusions cuisantes et de développer ce que Lénine appelait le «crétinisme parlementaire»,

b/ - de concourir même involontairement à l'hégémonie du réformisme (PCF-Parti de Gauche) sur le mouvement révolutionnaire sous couvert d'alliances au sommet et d'étape préalable,

c/ - par sa démarche d'unité au sommet avec le social-réformisme et même d'unité organique, durant toute l'époque historique qu'il baptise antilibérale, le RCC alimentera les illusions sur l'opportunisme et le réformisme qu'il aura accompagnés tout un temps et ce alors que le Front de gauche est présenté comme ayant le rôle dirigeant!

Le RCC perçoit la nécessité du socialisme mais manifeste une hésitation constante sur les tâches et la mission du prolétariat.

Le travail indépendant de conscientisation prôné par le RCC, du moins en paroles, entre en contradiction avec l'appartenance au Front de gauche et à son idéologie réformiste.

La différenciation au sein de l'aristocratie et de la bureaucratie ouvrière analysée par le RCC comme s'apparentant à «la *paupérisation de la classe moyenne*» appelle les remarques suivantes:

Lénine a toujours analysé la bureaucratie ouvrière comme une fraction de la classe ouvrière relais du pouvoir capitaliste, comme son soutien social à travers son réformisme, son idéologie, ses aspirations, son niveau de vie la rapprochant de la petite-bourgeoisie.

L'impérialisme et son pillage des pays dominés permettent toujours qu'une partie des profits soit consacrée à «l'achat», à la corruption de cette couche bureaucratique à coups de privilèges et de sinécures (et elles ne manquent pas dans la République bourgeoise).

Si l'on peut dire que la politique du Capital par les fermetures d'entreprises a paupérisé certains membres de l'aristocratie ouvrière, ce serait ignorer le lien impérialisme/opportunisme existant dans tous les pays du capitalisme monopoliste.

La couche bureaucratique ouvrière en France est toujours active notamment pour freiner les luttes syndicales et accompagner la politique du Capital et diriger les partis réformistes.

En France, la domination et la dictature du Capital ne peuvent s'exercer sans le relais et l'influence de l'opportunisme et du réformisme qui assujettit les masses au capitalisme. Le prouve l'accord scélérat sous l'égide du MEDEF, du gouvernement, des syndicats de collaboration de classe qui, à travers la flexibilité baisse les salaires, détruit les emplois garantis.

Les syndicats qui n'ont pas ratifié cet accord (l'ANI) le font non à partir des positions de lutte de classes mais à partir de l'aménagement souhaité de cet accord.

La «paupérisation» de la bureaucratie ouvrière est surtout l'alibi pour le RCC pour des alliances avec des dirigeants du parti révisionniste. Les éléments paupérisés de la bureaucratie doivent être placés sous la direction du prolétariat et non l'inverse.

En prônant la «*dialectique des luttes électorales et de la lutte des classes des travailleurs*», «*l'avenir est à nous*», le RCC «oublie» que le primat est aux luttes extra-parlementaires pour obtenir par la lutte syndicale la satisfaction des revendications quotidiennes (salaires, transformation des CDD en CDI, défense de l'emploi et des retraites) mais aussi dans le processus de luttes politiques qui œuvrera à faire reculer le Capital, à gagner des droits démocratiques en conduisant à la Révolution socialiste, par les axes transitoires et non «l'étape préalable».

Comme léninistes nous ne nions pas la nécessité de la participation aux élections, de l'utilisation des tribunes parlementaires mais sans créer d'illusions sur la voie électorale comme ceux qui évoquent la victoire électorale des antilibéraux sur le modèle latino-américain.

C'est méconnaître la nature de la Révolution national-démocratique au Venezuela dans un pays dont les richesses étaient accaparées par l'impérialisme US et la bourgeoisie compradore.

Les alliances de classes y sont différentes puisque certains secteurs bourgeois soutenaient (non sans hésitation) le processus de désengagement vis-à-vis des États-Unis.

La France est un État impérialiste (ce que le RCC sait parfaitement), la bourgeoisie est donc l'ennemie du mouvement ouvrier.

Copier dogmatiquement le même type d'alliances qu'en Amérique latine conduirait à la collaboration de classes.

La démarche électoraliste minimise le rôle du prolétariat en raison du poids de l'immigration, de son caractère multinational, de l'absence de citoyenneté de beaucoup de ses membres.

Une victoire électorale du Front de gauche signifierait l'hégémonie de la petite-bourgeoisie. Nous sommes d'accord avec le RCC lorsqu'il dénonce le bipartisme (réaction/social-démocratie) mais ce n'est pas seulement l'expression de la démocratie bourgeoise mais de la dictature de l'oligarchie

financière (au sens léniniste), système totalitaire qui oriente et défausse l'opinion publique à coups de sondages et grâce aux médias qui vont se refléter dans les votes.

Le RCC le mesure en partie tout en semant les illusions.

En effet, les communistes doivent déployer le combat pour de nouveaux droits démocratiques connectés avec le combat pour le socialisme.

L'abrogation de la V^{ème} République et de sa Constitution réactionnaire, l'instauration d'une Constituante avec les propositions émanant de la base, l'instauration du suffrage universel avec la proportionnelle intégrale favoriseraient la représentation politique des révolutionnaires, la dénonciation du parlementarisme bourgeois y compris de la tribune parlementaire.

Mais ne semons pas d'illusions sur une possible voie électorale tant le pouvoir capitaliste a établi une «démocratie» tronquée, une véritable dictature sur les travailleurs.

Les mécanismes de duperie électoraux y sont autrement plus coercitifs et huilés que dans les pays non impérialistes.

Lénine avait raison de parler de réaction sur toute la ligne en parlant de la «démocratie» dans les États impérialistes.

Comment le RCC qui dans le passé a combattu et dénoncé l'opportunisme et le révisionnisme khrouchtchévien sur la voie pacifique et parlementaire au socialisme en alliance avec le réformisme, peut-il prôner au 21^{ème} siècle une même voie?

La contre-révolution bourgeoise en URSS, la défaite du mouvement communiste international doivent-elles conduire à répéter les arguments du khrouchtchévisme c'est-à-dire du fossoyeur du bolchevisme?

Singulière dialectique prônée par le RCC.

Enfin, nous terminerons par la citation présente dans tous les textes théoriques du RCC pour justifier son alliance avec le réformisme, texte émanant du Comité exécutif de l'Internationale communiste.

Citons quelques extraits:

«Pendant les quinze années qui s'étendent entre la naissance du bolchevisme et sa victoire (1903-1917) celui-ci n'a jamais cessé de combattre le réformisme ou ce qui revient au même le menchevisme. Mais pendant ce laps de temps, les bolcheviks ont à plusieurs reprises passé des accords avec les mencheviks. La première scission formelle eut lieu au printemps de 1905. Mais sous l'influence indéniable d'un mouvement ouvrier de vaste envergure les bolcheviks formèrent un front commun avec les mencheviks».

Rappelons quelques différences de situation, mencheviks et bolcheviks étaient membres du POSDR (Parti ouvrier social-démocrate de Russie), il aurait été singulier qu'il n'y ait aucune unité d'action entre l'aile révolutionnaire et l'aile opportuniste d'un même parti (jusqu'en 1912), en regard du développement des luttes ouvrières (et non d'une approche parlementariste).

À nos défenseurs de «L'Unité» (verbalement) nous rappelons aussi que les dirigeants du RCC (comme ceux du PRCF avant) n'ont pas hésité à scissionner la Coordination communiste quand ils ont été mis en minorité et ce un an après la décision de la Coordination Communiste de quitter le PCF ... pour se rapprocher du PCF.

Cela ressemble plutôt aux engagements «unitaires» et centristes de Trotski dans la même période: appeler à l'unité tout en étant un professionnel de la division.

Poursuivons.

«La seconde scission formelle eut lieu en 1912. Mais de 1905 à 1912, la scission alterna avec des unions et des accords temporaires (en 1906, 1907, 1910)».

Autre différence avec le POSDR bolchevique, l'**union** ne concerne pas toute une étape historique (l'antilibéralisme du Front de gauche) mais est **punctuelle, dans l'action** aux côtés des masses ouvrières, ce qu'évidemment nous approuvons.

La source de cette unité ponctuelle dans l'action correspond au troisième principe tactique du léninisme synthétisé par Staline, avoir raison est une chose, encore faut-il en convaincre les masses par leur propre expérience!

«Unions et accords ne se produisirent pas seulement à la suite des péripéties de la lutte entre fractions mais surtout sous la pression des grandes masses ouvrières éveillées à la vie politique et qui voulaient voir par elles-mêmes si les voies du menchevisme s'écartaient véritablement de la Révolution».

Rappelons que les unions et accords n'ont jamais signifié pour les bolcheviks se ranger sous le drapeau du menchevisme, ce que fait le RCC avec le Front de gauche.

De plus, jusqu'en 1917, il fallait que les masses fassent l'expérience de l'opportunisme et de la trahison des mencheviks.

Les conciliateurs avec le PCF comme le RCC, «omettent» que le PCF a participé par deux fois (1981, 1997) à des gouvernements bourgeois, soutenu de fait l'agression impérialiste contre la Yougoslavie, appliqué la politique de privatisations et d'austérité, liquidé l'objectif de la Révolution et du socialisme.

Le RCC par sa ligne n'aide pas il est vrai à faire la clarté sur le PCF social-démocrate et aide à maintenir les illusions à son égard.

Le RCC pratique donc la tactique inversée des bolcheviks: soutenir et intégrer les rangs mencheviks une fois que leur trahison est consommée!

Ensuite, le texte de l'Internationale Communiste rappelle que la Seconde Internationale et les mencheviks tentèrent d'exploiter à leur profit les aspirations à l'unité.

«À cette époque, les bolcheviks ne se refusèrent pas au Front unique. Loin de là, ils adoptèrent le mot d'ordre de «l'unité à la base», c'est-à-dire de l'unité des masses ouvrières dans l'action révolutionnaire pratique contre la bourgeoisie».

La démonstration de l'Internationale se retourne contre les points de vue du type RCC. Avec les réformistes, pas d'alliances au sommet systématisées, pas d'union organique avec les organisations réformistes, pas d'approche ni d'alliance parlementaires, pas de théorisation d'une étape de domination réformiste et petite-bourgeoise pour pouvoir passer au socialisme. L'unité à la base avec les militants des organisations réformistes que l'URCF pratique dans les luttes n'est pas la voie d'une coexistence pacifique entre révolutionnaires et réformistes mais la voie pour rallier dans l'action les travailleurs influencés et même organisés dans les partis réformistes ou autres!

La politique du RCC présente de nombreuses analogies avec le «centrisme» de Kautsky. Par centrisme, nous entendons le fil rouge continu dressé par des groupes comme le RCC entre la droite révisionniste et réformiste: les directions PCF et Front de gauche (mais aussi le Parti de la Gauche européenne) et la gauche baptisée par le RCC «La reconstruction communiste».

Comme le Trotski de 1903 à 1917, le RCC oscille entre les différents courants, cherchant à unir ce qui est inconciliable.

À l'image de Kautsky, le RCC possède une bonne connaissance livresque du marxisme mêlée aux penchants constants pour l'opportunisme dans la pratique, opportunisme qui sera «justifié» idéologiquement par la démarche éclectique, la sophistique à la place de la dialectique, ce qui vaut des affirmations définitives du RCC comme «*La Russie et la Chine non impérialistes*» sans aucune analyse concrète.

La méthode aprioriste est alors de circonstance, on recherche dans les textes des classiques ce qui peut appuyer sa ligne. Les thèses éclectiques du RCC le sont en raison du primat accordé à l'unité des contraires dans les contradictions.

Le RCC a expliqué que le Front de gauche a crédibilisé «*les revendications sociales du SMIC à 1 700 euros, la retraite à 60 ans sans baisse de la pension, la taxation du Capital au même taux que*

le travail (...), l'interdiction des licenciements boursiers et des fermetures d'entreprises qui ont reçu des subventions publiques».

Rappelons tout de même car nous ne bénéficions pas des antennes des médias bourgeois que l'URCF a initié une campagne permanente dès sa création «Accusons le Capitalisme» qui vise à relier les maux: austérité, chômage de masse, destruction des conquêtes sociales à la dénonciation de la propriété capitaliste des monopoles et banques et à la nature de classe dictatoriale de l'État bourgeois.

Le RCC confond rhétorique social-réformiste et luttes de classes effectives.

Depuis les élections présidentielles qu'a fait le Front de gauche pour gagner les revendications politiques et sociales?

Certes deux manifestations sur l'Europe et la V^{ème} République, mais pas de travail continu dans les masses, car le front de gauche a un caractère avant tout parlementariste.

Il prône de fait l'attentisme en attendant les prochaines échéances électorales.

Ensuite, le mouvement communiste ne doit pas se mettre à la remorque du mouvement spontané et réformiste.

Dénoncer «la finance», «les banques», la «spéculation» est partagé par nombre d'électeurs au-delà même du Front de gauche.

Ce qui est décisif pour les communistes est de lier la colère contre la finance à la dénonciation générale du capitalisme.

Le social-démocrate et président Hollande n'a-t-il pas déclaré «*j'ai un ennemi c'est la finance*». On voit aujourd'hui à l'aune de sa pratique l'ampleur de la démagogie social-démocrate.

V) Conclusion

La première tâche (dans le temps) des communistes est de fonder un véritable Parti communiste. Nous avons montré que les divergences tactiques voire stratégiques sont le principal obstacle à cette refondation.

La pluralité des groupes communistes structure l'éducation et la conscientisation des communistes sur des lignes différentes et divergentes aujourd'hui.

Lignes qui vont différer sur l'attitude à avoir vis-à-vis de l'héritage opportuniste qui a sévi depuis les années 60.

L'opportunisme a constitué et constitue la maladie maligne du communisme. S'est diffusé dans l'organisme communiste, le microbe de l'intégration au système capitaliste via la reconnaissance du système de représentation politique qui ont conduit à définir une stratégie de «transformation sociale» au sein du système capitaliste.

Cette démarche opportuniste car ne tenant pas compte en réalité de la nature de classe de l'État capitaliste prônait la participation à un gouvernement bourgeois (car ne se proposant pas le renversement du système) sous couvert «d'union de la gauche», «pour de profondes réformes de structure».

Nulle part cela n'a débouché sur une transition au socialisme.

Comment poser la question stratégique du socialisme?

Une des questions les plus complexes à résoudre est celle des voies de **transition** à la Révolution socialiste à ne pas confondre avec les étapes qui correspondent à des pays ayant un stade inférieur de développement capitaliste.

Lorsque l'Internationale communiste a été fondée, la Révolution d'octobre 1917 a amené une période de flux révolutionnaire. Des insurrections ont éclaté en Europe (Hongrie...) ou ailleurs la situation pré-révolutionnaire montait (Allemagne, nord de l'Italie).

Lénine appelait à conquérir la majorité de la classe ouvrière par le front unique dans le syndicat et entre travailleurs sociaux-démocrates et communistes à la base.

La transition était alors pensée comme rapide, tournant autour de la revendication d'un gouvernement ouvrier issu du Front unique prolétarien sur la base d'un programme révolutionnaire socialiste (expropriation des monopoles et de la grande propriété foncière, pouvoir de la classe ouvrière et de ses alliés).

Ce gouvernement ouvrier issu des luttes préfigurait sur fond de crise politique aiguë l'insurrection et le soulèvement populaire, la prise du pouvoir d'État de la classe ouvrière.

Survient ensuite une période de stabilisation du capitalisme et de reflux de la Révolution (seconde moitié des années 20).

Le VI^{ème} Congrès de l'Internationale communiste définit le programme et le contenu des révolutions socialistes à conduire dans les États impérialistes: c'est à chaque Parti du Komintern de dégager les formes que prendra la transition propre à chaque pays.

La victoire du fascisme (Italie, Allemagne, Espagne...) et la menace qu'il pose sur tous les pays obligent les Partis communistes à un «détour» stratégique en élaborant une nouvelle tactique.

Parce que le fascisme visait à rallier la petite-bourgeoisie, les couches moyennes, la jeunesse autour des «monopoles les plus réactionnaires et bellicistes» (préparation d'une nouvelle guerre mondiale), le programme des communistes devait viser à défendre, à sauvegarder les libertés démocratiques, à battre et faire interdire le courant fasciste par un large Front populaire antifasciste ayant pour base l'unité de la classe ouvrière.

Mouvement qui devait revendiquer dans un gouvernement de Front populaire, l'épuration de l'appareil d'État des éléments factieux, la satisfaction des revendications démocratiques et sociales, l'armement des masses populaires pour s'opposer à toute tentative de coup d'État des fascistes.

Pour le VII^{ème} Congrès de l'Internationale Communiste, la tactique de Front Populaire était clairement connectée à la Révolution socialiste dès lors que le danger principal (le fascisme) aurait été vaincu (cf. rapport de Georges Dimitrov).

Cette tactique sera poursuivie et développée, avec succès, lors de la guerre mondiale antifasciste et sera à l'origine, grâce au rôle d'alliée de classe de l'Armée Rouge, de la victoire des Démocraties populaires.

La condition de la victoire a résidé également dans la capacité à penser et gagner l'hégémonie de la classe ouvrière dans la Résistance armée antifasciste en liant tâches antifascistes et but final.

Staline avait déclaré que cette hégémonie était l'embryon de la future dictature du prolétariat. Certains secteurs opportunistes avaient interprété le passage relativement pacifique au socialisme dans les Démocraties populaires comme l'annonce de l'extension de la voie pacifique à beaucoup de pays, voire à tous.

Ces éléments opportunistes «oubliaient» une donnée de fond, le caractère relativement pacifique du passage au socialisme dans l'Est européen a été permis par les insurrections nationales et populaires contre l'occupant nazi et la bourgeoisie compradore, par le bris de l'appareil d'État bourgeois fasciste, la démocratisation de l'armée et de la police, leur épuration des éléments fascistes et réactionnaires.

Dans les années 50, les États restés capitalistes se sont consolidés et se sont appuyés de plus sur la force armée de l'OTAN.

Pourtant le 20^{ème} Congrès du PCUS va adopter une ligne générale stratégique centrée autour de l'alliance des forces de gauche avec la social-démocratie comme alliée en déformant les enseignements des Démocraties populaires.

Nous avons vu les conséquences de cette tactique opportuniste au début de notre texte.

Une théorisation va se faire jour, celle d'une étape préalable intermédiaire au socialisme et à la dictature du prolétariat dans les pays impérialistes comme la «*démocratie avancée*» du PCF.

Stade intermédiaire qui n'a nulle réalité objective puisqu'il n'y a pas d'État intermédiaire entre la dictature du Capital et celle de la classe ouvrière, a fortiori autour d'un «programme commun» avec la social-démocratie qui est un des piliers du pouvoir des monopoles.

Ainsi, certains partis communistes ont rompu progressivement avec l'analyse marxiste de l'État et toute pratique révolutionnaire.

Le socialisme est apparu comme un but lointain (d'autant plus quand le PC ne travaillait pas à développer le facteur subjectif) déconnecté des tâches quotidiennes.

L'opportunisme dans la pratique s'est généralisé avec la division du travail suivante: au syndicat la lutte dans l'usine pour les revendications, ce qui renforçait le «trade-unionisme» (au sens léniniste) c'est-à-dire, le culte de la spontanéité et le suivisme vis-à-vis des masses; au Parti, la presse et le programme électoral reprenant les revendications.

Tout cela a conduit à la victoire du révisionnisme et à la liquidation des Partis communistes dans beaucoup de pays.

Plusieurs leçons universelles doivent être tirées pour réarmer le mouvement communiste en France.

1/ - Sans rupture dans tous les domaines y compris organisationnelle avec l'opportunisme, la classe ouvrière ne peut jouer ni son rôle indépendant ni dirigeant.

Sans la rupture avec le menchevisme, le Parti bolchevik n'aurait pu vaincre dans la Révolution socialiste d'Octobre 17.

Les droitiers comme Kamenev, Zinoviev, hostiles à l'insurrection, auraient été appuyés par les mencheviks au sein du «même» Parti.

2/ - Les mécanismes politiques du pouvoir (dictature) des monopoles, le pillage impérialiste ont pour finalité d'intégrer les chefs syndicalistes et politiques du mouvement ouvrier via les alliances avec les secteurs et partis bourgeois et réformistes.

Sans idéologie et pratique révolutionnaires, les élus même communistes peuvent se transformer en gestionnaires du système capitaliste.

3/ - La priorité du travail doit s'effectuer en direction du prolétariat dans les entreprises afin d'y créer des «citadelles du communisme» et de permettre ainsi à l'avant-garde de devenir le chef du mouvement populaire, travail prioritaire car la classe ouvrière est la seule classe porteuse jusqu'au bout de la nécessité d'un nouveau mode de production: le socialisme/communisme.

Or c'est dans la lutte pour le socialisme que la classe prolétarienne va accéder à la compréhension que de classe dominée, elle va diriger le processus révolutionnaire pour devenir classe dominante en renversant le mode de production capitaliste.

Notre tâche actuelle de communiste est de contribuer à son émergence en classe indépendante, ce qui sera assuré par la fondation du Parti communiste et ne peut l'être avant et après la création du Parti par des alliances avec des partis réformistes ou bourgeois où le prolétariat est subordonné.

4/ - Le prolétariat ne peut vaincre sans une large alliance des couches populaires et sous sa direction, alliance qui n'est pas uniquement ni principalement un Front électoral mais un mouvement de luttes politiques construit à la base avec des comités dans les entreprises et les quartiers.

5/ - Dans les États impérialistes, la ligne stratégique est celle de la Révolution socialiste. Pour cela, il faut développer le facteur subjectif (la conscience des masses) en partant du mécontentement face aux politiques d'austérité du Capital, des restrictions des libertés démocratiques, des revendications et aspirations populaires fondamentales en montrant que la résolution des maux passe par la bataille multiforme pour le renversement du capitalisme et l'établissement du socialisme.

6/ - Les communistes doivent dégager et analyser les forces motrices de la Révolution et les axes transitoires de luttes conduisant, sur la base d'une crise générale majeure, à la Révolution

socialiste. Ils doivent analyser le rapport de forces national et international, déployer en actes l'internationalisme prolétarien.

Pour cela, il faut trouver les tactiques afférentes afin d'aider le prolétariat à se dégager du réformisme et de la collaboration de classes.

Le KKE a bien synthétisé les tâches des Partis et groupes communistes:

«La lutte contre l'opportunisme, la lutte contre l'enfermement dans le parlementarisme et le réformisme, la lutte contre la participation des Partis communistes à des gouvernements au sein du capitalisme est la condition de l'émancipation de la classe ouvrière».

Les communistes doivent voir au-delà des succès du moment mais éphémères du type Front de gauche.

Ils doivent travailler inlassablement à diffuser une conscience révolutionnaire, c'est-à-dire pour le socialisme et le pouvoir ouvrier et populaire comme seule alternative progressiste.

Ce travail qui est celui de l'URCF depuis plusieurs années est favorisé par les conditions objectives: le capitalisme a perdu son dynamisme, ses capacités d'autocorrection se sont affaiblies, le parasitisme et le pourrissement propres au stade impérialiste apparaissent visibles à un nombre accru de travailleurs.

C'est d'autant plus grave de prôner un capitalisme qu'il soit «national» ou «antilibéral» ce qui atténue la portée de la dénonciation et de la critique radicales de l'impérialisme en faisant miroiter la possibilité d'un autre capitalisme!

Un travail théorique important est de combattre jusqu'au bout pour démontrer qu'il n'y aura pas de passage au socialisme dans le cadre du mode de production capitaliste «aménagé» ni dans le cadre de l'État existant.

Attendre l'hypothétique victoire du Front de gauche c'est retarder la compréhension du primat des luttes extraparlémentaires et de la compréhension de la nécessité d'une révolution socialiste.

Lénine a toujours évoqué la nécessité de luttes multiformes. Le recours aux luttes électorales nécessaire pour démasquer les partis bourgeois, fascistes et sociaux-démocrates est subordonné aux luttes de classes et non l'inverse.

On connaît les méfaits de la logique électoraliste: atténuer les luttes extraparlémentaires, leur radicalité pour ne pas «effrayer» la petite-bourgeoisie et gagner toujours plus d'électeurs «modérés» sur sa droite.

Nous devons relier toutes les questions sociales et démocratiques à la dénonciation du capitalisme, éduquer et conscientiser les adhérents communistes sur la mission historique et révolutionnaire du prolétariat.

Les **axes transitoires** précisément impliquent le lien dialectique entre combat contre un aspect de la politique capitaliste, alliances ponctuelles et lutte générale pour le socialisme qui nécessite la formation d'un bloc antagonique au capitalisme sous la direction de la classe ouvrière.

Ces principaux axes transitoires sont les suivants: la lutte pour la rupture nationale et internationale avec l'UE impérialiste, la sauvegarde des emplois et du tissu industriel par l'exigence de nationalisation sans indemnisation des monopoles casseurs d'emplois avec contrôle ouvrier, l'abrogation de la Constitution de la V^{ème} République réactionnaire sur toute la ligne et l'exigence d'une Constituante.

C'est la classe capitaliste qui est à l'offensive et qui pousse la classe ouvrière dos au mur pour sauver ses dernières conquêtes sociales.

Ce caractère défensif est la conséquence de la longue domination opportuniste depuis les années 60 et les abandons de principe dans le domaine de l'identité communiste (révisionnisme).

Si les luttes existantes ont encore un caractère défensif, on ne pourra cependant sortir de cette situation sans rupture totale avec l'héritage opportuniste, sans combat contre les thèses

révisionnistes (étape-alliance avec les secteurs bourgeois et réformistes, engouement pour le parlementarisme).

On n'en sortira pas non plus avec le repli idéologique autour des principes détachés de la pratique de masse, sans insertion dans les combats de classe au quotidien.

Pour cela, la première des tâches est la défense en actes du syndicalisme de lutte de classes en premier lieu dans son entreprise.

D'où la nécessité, comme le fait la Commission ouvrière de l'URCF, de populariser les succès des grèves, étudier et proposer des formes de luttes efficaces, critiquer les insuffisances et le travail de sape de la bureaucratie syndicale.

Lors du Forum URCF du 20 avril 2013 sur la «Nationalisation sans indemnisations des monopoles casseurs d'emplois avec contrôle ouvrier», un camarade du ROC-ML hostile à notre démarche, à la question «Et vous que faites-vous face aux suppressions d'emplois? a répondu: *«il faut lutter syndicalement»*.

N'est-ce pas rester prisonnier des vieilles thèses économistes et trade-unionistes critiquées par Lénine dans «Que faire?».

Les communistes doivent au moyen des cellules d'entreprise agir **indépendamment** et avec les syndicats tout en dénonçant le système capitaliste et avancer des **revendications politiques**.

Le rôle des communistes n'est pas de se cantonner à défendre et diffuser le marxisme-léninisme dans des cercles restreints ... en attendant une situation révolutionnaire.

Cette dernière ne peut se produire sans un long travail préparatoire, c'est le sens des axes transitoires de lutte, sans l'action dans la classe ouvrière et les masses initiée par l'URCF depuis plusieurs années pour s'attaquer à la source des maux: le capitalisme.

Si le travail syndical de masse est le levier de la prise de conscience élémentaire et peut permettre de faire reculer le Capital, l'organisation communiste a aussi pour mission de travailler dans les entreprises et les quartiers populaires.

Comment?

En liant le marxisme-léninisme et sa conception du monde aux aspirations et revendications de la classe ouvrière et des autres catégories de travailleurs.

Là où le syndicat agit dans le cadre des rapports de production capitalistes, l'organisation communiste confronte les aspirations et revendications à la nécessité de détruire les rapports de production d'exploitation au moyen de la Révolution prolétarienne et du socialisme.

Pour qu'un jour on puisse sortir de la défensive, les groupes communistes doivent élaborer une tactique et une stratégie révolutionnaires.

Pour dépasser la défensive, il faut développer dès maintenant notre combat pour le socialisme sans mise au réfrigérateur en attendant la réalisation d'une étape préalable.

Qui peut le faire en dehors des groupes communistes?

C'est la différence entre axes transitoires à la révolution et étapes.

Les axes transitoires partent du stade défensif actuel mais conscientisent sur l'idée fondamentale que la racine des maux se situe dans le cadre du mode de production capitaliste contraire à la liberté des peuples, que seul le socialisme/communisme peut garantir la souveraineté populaire et nationale, la coopération entre pays d'égal à égal sur la base de l'internationalisme prolétarien, la liquidation du chômage, de l'exploitation, des discriminations de toute nature, l'abolition historique du salariat.

Examinons quelques uns de ces axes transitoires:

1/ - La lutte contre l'UE jusqu'à la rupture nationale et internationale. Cela implique de ne pas dissocier le combat contre l'Europe impérialiste, du combat pour renverser le capitalisme.

Cette lutte revêt avant tout un caractère de classe. C'est à partir de la démonstration que l'UE sert exclusivement les intérêts des monopoles que nous pourrions déployer la lutte contre l'UE jusqu'à la rupture.

Précédera-t-elle la révolution ou au contraire la révolution socialiste organisera-t-elle la rupture avec tous les Traités impérialistes?

Nul ne peut le dire. En tout cas, pour reprendre l'image de Lénine il n'y aura pas de «muraille de Chine» entre ces deux combats vitaux pour les travailleurs.

Quant à sortir de l'UE, des Traités scélérats, de l'Euro sans rupture avec le Capital, pour développer un capitalisme «national» cela aurait les mêmes conséquences anti-ouvrières et anti-sociales pour les travailleurs. Au-delà de l'UE, c'est bien la politique du Capital en France qui est la source des maux actuels pour les travailleurs de notre pays.

2/ - Le combat pour sauvegarder les emplois et le tissu industriel (c'est-à-dire la base sociale de la Révolution) passe par l'exigence de nationalisation des monopoles casseurs d'emplois sans indemnisations avec contrôle ouvrier.

Dans notre campagne, nous indiquons les deux obstacles majeurs à vaincre:

- la question de la propriété capitaliste des moyens de production et d'échange
- la question de l'État comme dictature de classe des monopoles.

Précisément, des questions totalement occultées par le PCF révisionniste.

Notre campagne a eu pour effet que le PCOF, le RCC, le PRCF ont repris ce mot d'ordre même si la démarche est différenciée.

Pour l'URCF, c'est par la lutte de classe continue à la base que nous arracherons tout ou partie de cette revendication et non dans l'attente d'un gouvernement populaire élu.

Toute avancée partielle signifiera combat continu des travailleurs jusqu'à l'expropriation des expropriateurs (cf. notre texte Les communistes-révolutionnaires et la question de la nationalisation).

Nos camarades des autres organisations étant davantage dans une démarche programmatique (CNR ou victoire du Front de gauche) donc une démarche «d'en haut».

L'extension de ce mot d'ordre, sa généralisation à tous les monopoles montrera que l'ultime obstacle est l'État capitaliste qu'il faudra briser pour socialiser l'ensemble de l'économie grâce à la Révolution socialiste et au pouvoir de la classe ouvrière et des travailleurs.

Enfin, le contrôle ouvrier avec le combat pour faire reconnaître une nouvelle institution ouvrière: l'assemblée générale des travailleurs dans une entreprise.

3/ - La lutte pour abroger la Constitution réactionnaire sur toute la ligne de la V^{ème} République doit se déployer avec l'abolition du monarcho-présidentialisme et le combat contre les partis des monopoles: UMP réactionnaire, FN fasciste et social-démocratie.

L'exigence d'une Constituante inédite, construite par la base par les propositions des travailleurs dans les usines, entreprises et les quartiers populaires.

Nous ne faisons pas miroiter une étape préalable autour d'une «République sociale, démocratique» impossible à obtenir au stade impérialiste du capitalisme mais nous visons à gagner le maximum de droits démocratiques favorisant le développement de la lutte de classe.

Enfin, en partant des fortes aspirations à plus de démocratie, nous les relient à la compréhension de la nécessité du pouvoir de la classe ouvrière et de ses alliés (dictature du prolétariat), c'est-à-dire une démocratie véritablement populaire; tout en expliquant que le pouvoir actuel constitue une dictature du Capital.

4/ - La lutte contre le système mondial impérialiste et les guerres impérialistes de l'OTAN et de l'impérialisme français doit démontrer que la base sociale des guerres a sa source dans le capitalisme, que l'impérialisme n'est pas seulement une politique étrangère agressive comme le prétend l'opportunisme mais une phase de luttes concurrentielle permanente entre monopoles et États pour le repartage du monde, pour la réalisation du profit maximal au moyen de l'oppression des peuples et du pillage des ressources matérielles et des guerres impérialistes.

La lutte contre la guerre impérialiste passe aussi par le développement du combat revendicatif pour la hausse des salaires et des pensions sous le mot d'ordre «de l'argent pour les salaires, pas pour les guerres!»

«Un peuple qui en opprime un autre ne saurait être libre» (Marx-Engels).

Aussi, l'URCF appelle au combat pour:

- L'autodétermination des dernières colonies en Outre-Mer
- La fin de la Françafrique
- Le retrait des corps expéditionnaires français partout dans le monde
- L'arrêt des ingérences, interventions et guerres impérialistes (Afghanistan, Mali, Syrie)
- La reconnaissance de l'État de Palestine
- La rupture avec l'OTAN et le Pacte Atlantique
- La solidarité internationaliste avec les pays ayant rompu avec le capitalisme: Cuba, Corée populaire contre les menaces, les ingérences et les blocus de l'impérialisme.

C'est notre politique visant à renforcer et développer le facteur subjectif de la Révolution. Tous ces axes transitoires de luttes constitueront une fois fédérés, le courant et processus révolutionnaire pour renverser le capitalisme.

Notre objectif immédiat comme celui de beaucoup de camarades des groupes frères est la renaissance d'un véritable Parti communiste, marxiste-léniniste: le Parti Communiste de France dont les travailleurs et le pays ont tant besoin.

Plus que jamais nous réitérons nos propositions:

1°/ démarche commune pour créer un bureau d'informations et d'échanges entre organisations communistes

2°/ sur cette base, créer l'unité d'action contre le capitalisme, l'UE pour les revendications sociales et la nationalisation des monopoles casseurs d'emplois, contre les guerres impérialistes et la Françafrique.

URCF

le 27 avril 2013